



Bureau de dépôt : 7500 Tournai

Autorisation de fermeture:
5/182

P302 144

België – Belgique
P.B. - P.P.
7500 Tournai
5/118

SYPOL.BE

Le Gardien De Ordbewaarder de l'ordre

**Voor wanneer een volledige
uitrusting voor alle veldwerkers !**
**A quand un équipement complet
pour tous les acteurs de terrain !**

Périodique trimestriel
de la Fédération Syndicale
des Services de Police Belges
a.s.b.l. Monteur belge 21/12/2001
Organisation syndicale
APOLITIQUE, neutre,
d'opposition et reconnue.

Driemaandelijks tijdschrift
van de syndicale Federatie
van de Belgische Politiediensten
v.z.w. Belg. Staatsblad 21/12/2001
Neutrale en autonome
vakbondorganisatie.

La Police à nouveau en deuil

Trois crapules lourdement armées ont lâchement abattu deux collègues de la zone de Beersel, ce mercredi 05 décembre. Kitty, qui allait fêter ses 24 ans, a perdu la vie, fauchée par une rafale de fusil d'assaut AK47 Kalachnikov, tandis que son collègue Peter, âgé de 27 ans, était grièvement blessé. Les truands ne leur ont laissé aucune chance!

Au moment où nous rédigeons ce texte, tout laisse penser qu'à nouveau ces criminels proviennent de la région de Charleroi, un arrondissement judiciairement sinistré, délaissé par le dernier gouvernement qui depuis des années, y promet un accroissement des moyens policiers à grands renforts de pub électoraliste, mais ne fait rien, ou presque!

Le temps de la stupéfaction, du recueil et de l'émotion laisse maintenant la place à celui de la réflexion et de l'action.

In tempore non suspecto, Sypol.be a dénoncé à maintes reprises les nombreuses lacunes de l'équipement de sécurité des policiers, sans que cela ne serve à grand chose; nous sommes isolés sur ce terrain où manifestement, nous ne sommes pas rejoints ni par nos nombreux états-majors, ni par les autres organisations syndicales traditionnelles qui semblent plutôt intéressées par le "boni santé" et autre problématique du style "logements des ex-brigades". Or, la sécurité du

policier devrait tous nous concerner prioritairement en dehors de tout clivage.

Ces derniers jours, nous avons tous vu ou entendu certains de nos plus hauts responsables, et notamment le Commissaire Général, déclarer à la presse que seule la fatalité était responsable de cette catastrophe et certainement pas un quelconque problème de formation, d'organisation (une seule patrouille suffit!) ni d'équipement des policiers!

Vous avez été nombreux à nous contacter pour critiquer cette position prise à chaud sans le moindre recul, fort mal inspirée, provenant pour reprendre vos mots, "d'un dirigeant qui ignore les problèmes du terrain où il n'a jamais travaillé".



Cette stratégie de communication ou plutôt de désinformation est également celle des décideurs

politiques responsables de la réforme des Polices bâclée, qui veulent à tout prix faire croire aux citoyens que la nouvelle police intégrée serait la huitième merveille que le monde nous envie!

Dès lors tout se doit d'être parfait: la police fonctionne mieux, nos outils sont meilleurs, les statistiques criminelles baissent pendant que le sentiment de sécurité du citoyen s'améliore, les policiers se sentent bien parce qu'ils sont très voire trop bien payés, le nombre de leurs sui-

cides et autres burn-out diminue et tout cela sans doute grâce à nos théories bureaucratiques du style management visant la qualité totale et autre community policing! Bref, du boniment, un baratin qui ne trompe plus certains décideurs, ni les policiers de terrain, ni les citoyens.

On veut plus de bleu en rue pour reprendre ce slogan simpliste, mais du bleu désarmé!

Comme tout se doit effectivement d'être pour le mieux dans le meilleur des mondes, certains hauts dirigeants policiers, certains membres de l'un ou l'autre parti politique (pas tous, heureusement), participent activement à l'émergence de certains phénomènes catastrophiques:

- L'état d'esprit de certains politiques est de **prôner le "tout le monde est beau, tout le monde il est gentil"**. Or tous les policiers sont confrontés à une recrudescence de la criminalité très violente, avec des auteurs de plus en plus jeunes et souvent de plus en plus lourdement armés, qui n'hésitent pas à se servir de leurs armes.

- **Les statistiques criminelles n'ont plus aucune valeur** parce que la Direction Informatique DST de la Police Fédérale est gérée catastrophiquement depuis des années, et je pèse mes mots. J'ai encore, une nouvelle fois, personnellement constaté voici quelques jours qu'un fait de car-jacking avec violences était encodé avec un indice de VOL SIMPLE dans la Banque Nationale de Données; pire encore, d'autres données y disparaissent purement et simplement. Voilà comment le nombre des faits est en baisse!

- Que dire encore de cette nouvelle tentative de la **politique de désinformation de la Police Fédérale** qui ose prétendre que depuis 2004 aucun policier n'avait plus essuyé aucun coup de feu en intervention? C'est une affirmation scandaleuse qui préjudicie tous les policiers et je considère que nous sommes trahis par nos propres collègues qui osent lâcher de telles absurdités dangereuses!

- Une politique de **désarmement des policiers** est activement menée sous ce dernier gouvernement: création d'un corps de gardiens de la paix désarmés qui recevront une passerelle vers la fonction de policier, agents de police désarmés, remplacement des policiers scientifiques par des cadres administratifs officiers de PJ désarmés, suppression de la possibilité pour les policiers en civil de retourner à leur domicile avec leur arme de service,... Puis quoi encore? On veut plus de bleu en rue pour reprendre ce slogan simpliste, mais du bleu désarmé!

- La **Pénurie du personnel d'expérience** est manifeste dans de nombreuses zones pour cause d'engagement déficitaire depuis la réforme, baisse du niveau au recrutement dans certaines catégories, diminution du cadre de certains services, suppression des services d'observation de l'ex-Police Judiciaire non remplacés à ce jour,...

- Dans le même cadre on observe que des aspirants inspecteurs sont jetés à la rue, sans expérience, car ils représentent une main d'œuvre à bon marché et servent de "2^{ème} homme" en intervention dans certaines zones!

- Pire encore, **le jeune policier est lancé sur le terrain, dès ses stages de forma-**



Source Belga.

tion, sans un équipement de sécurité complet comprenant gilet pare-balles individuel, lampe torche, armement individuel moderne, poste Astrid, menottes ou tenue de maintien de l'ordre. Il en résulte qu'à de trop nombreuses reprises les aspirants et les jeunes policiers de la DAR sont détachés dans certaines zones qui ne les dotent pas d'un équipement minimal. Tolérerait-on qu'un pompier ne porte pas de casque ou qu'un élève pilote ne soit pas doté d'un parachute? Dans le même temps on nous dote de points d'équipement qu'on ne peut pas utiliser pour acquérir ce type de matériel!

- Alors qu'à **la suite des tueries du Brabant Wallon le politique et la hiérarchie policière avaient tiré certaines conclusions évidentes** en dotant notamment les patrouilles de Gendarmerie de véhicules partiellement blindés tandis que le personnel était armé d'armes collectives automatiques de gros calibre, il est évident que **nous régressons à tous niveaux**. Tandis que de trop rares patrouilles sont équipées

d'une arme collective de petit calibre en coup par coup, les truands disposent de fusils d'assaut qui désintègrent nos gilets pare-balles.

- Enfin, on constate qu'il **n'y a aucune volonté de durcir les peines contre les auteurs de violences commises à l'encontre des policiers en service**, alors que d'autres catégories professionnelles en bénéficient.

Pourquoi tout cela?

On veut montrer de la Police une image "non agressive", c'est d'ailleurs dans ce but avoué que le type de cartouche 9 para préconisée par la Police Fédérale, refusée par certaines zones, est sciemment conçue pour être non létale. Une honte !

Je me souviens par ailleurs de la déclaration de ce chef d'une grande zone, ayant osé déclarer à son personnel médusé que **l'arme collective et le gilet pare-balles ne devaient pas être une barrière entre le policier et le citoyen**. Peu après un jeune détaché de la DAR, sans gilet pare-balle, recevait une balle dans l'abdomen!

D'une manière générale le policier n'est pas soutenu, il est considéré comme un mal nécessaire.

Nous ne baisserons cependant pas les bras, nous développerons ces thèmes et ferons tout pour convaincre les décideurs de bonne foi du malaise ressenti par tous les policiers.

Eddy LEBON, Secrétaire général

INTEGRITE, DEONTOLOGIE, VALEURS ou,

Faites ce que je dis mais pas ce que je fais!

A la réforme, dans son premier plan national de sécurité (PNS) 2001-2002, la haute direction de la police fédérale a retenu l'intégrité comme l'un de ses cinq objectifs stratégiques à atteindre. Je parlerai expressément de la direction de la police fédérale car depuis quelques décennies dans ce pays, ce n'est plus systématiquement le politique qui impose ses règles à la police ou anciennement à la Gendarmerie, c'est trop souvent l'inverse, et plus certainement encore plus depuis la réforme, tant le politique a délégué exagérément et inconsidérément ses pouvoirs aux dirigeants de cette police!

Une campagne de propagande sur l'Intégrité a suivi, à grands frais, et vous avez encore tous en mémoire ces affiches infantiles représentant les policiers sous des caricatures grotesques, exposées dans tous nos commissariats locaux et fédéraux, dans toutes nos académies et directions, mais également dans les lieux accessibles au public. Autant d'affiches, de publications voire même de bandes dessinées qui ont pour effet de nous discréditer, de nous dénigrer, de nous démoraliser, de nous dégoûter!

Nos plus hauts décideurs, anciens ou nouveaux, n'ont de cesse de prôner les valeurs et l'intégrité, la qualité totale à laquelle il faut tendre, l'attitude orientée vers le service: dans les prochaines années on concocte pour le personnel, la "mise au point d'instruments concrets en vue de mesurer l'intégrité, d'appréhender les dilemmes et de signaler les atteintes à l'intégrité".

Fort bien, vous nous direz par ailleurs qu'il est normal que les policiers soient astreints à respecter certaines règles, que certains d'entre eux sont loin de représenter un exemple, que d'autres franchissent carrément les limites.

Cependant, une chose me perturbe: ces campagnes de propagande ne semblent destinées qu'aux gens de terrain, aux sous-fifres que nous sommes tous et ce peu importe notre grade, par rapport à une certaine nomenclatura qui nous dirige du haut de la capitale et qui s'octroie le luxe de fixer les normes que les autres doivent appliquer.

J'ai encore en mémoire un "infonouvelles" avec pour sujet "Interdiction d'accepter des dons gratifications et avantage", un autre sur "qu'entend on par intégrité" ou encore "l'intégrité en images", "les valeurs de la police fédérale", etc...

J'ai sous les yeux le code de déontologie à mon nom, contre remise duquel j'ai dû signer un récépissé, lors d'une séance accompagnée du cérémonial de circonstance.

Je me suis prêté à cette formalité, en même temps que tous mes collègues, des types intègres, des calog ou des flics normaux, de tous grades.

Le code de déontologie est destiné aux collaborateurs!

L'introduction du fascicule qui nous a été remis commence par ces deux mots: "*Cher collaborateur,...*" Et en conclusion, vous pou-

vez lire qu' *"En tant que collaborateur, il est attendu de vous que non seulement vous appliquiez et respectiez le code de déontologie, mais aussi que vous en assuriez activement la promotion" ... "Il y va bien sûr de l'image de la police au sein de la société et cela nous concerne tous"*.

Il est donc évident pour les rédacteurs du code, que **la déontologie concerne les collaborateurs, tous les collaborateurs, rien que les collaborateurs!**

SYPOL.BE est un collaborateur zélé, comptant en ses rangs nombre de fonctionnaires soucieux d'assurer activement la promotion du code de déontologie comme ils disent, mais plus intimement persuadés encore que tous nous devons d'abord respecter les règles du droit pénal et du code d'instruction criminelle, qui apparemment ont échappé ces derniers temps à bon nombre de nos managers!

Depuis plusieurs années, nous avons dénoncé de nombreux comportements pénalement répréhensibles dans le chef de certains d'entre ceux qui estiment que leurs collaborateurs doivent avoir le sens de la déontologie.

Nous avons dénoncé, ou tenté de le faire, les vagues de saisies illégales (au sens pénal du terme) sur salaires et indemnités, le harcèlement manifeste sur l'une ou l'autre catégorie bien précise de policiers; nous avons décrit avec précisions certains comportements clientélistes pénalement répréhensibles.

SYPOL dénonce des malversations

Sypol.be et certains policiers affiliés ont constaté dans le chef de certains dirigeants

de la Police Fédérale, et je vous assure que je pèse mes mots, ce qu'il est convenu d'appeler des malversations, des faux et usages de faux, des comportements constituant certainement des détournements au préjudice de la Police Fédérale voire de certaines zones de Police, des corruptions ou autres fraudes en matière de marchés publics; divers exemples précis de favoritisme punissable.

Nous avons en effet, ces deux dernières années, voulu en informer nos ministres de la Justice et de l'Intérieur, par courrier et même par préavis de grève: pas de réponse, si ce n'est un coup de fil du Directeur Général du SAT du Ministère de l'Intérieur (notre actuel Commissaire Général) nous assurant que "le gouvernement ne pouvait que réagir face à nos courriers". Puis plus rien!

Un ultime courrier au Premier Ministre n'eût pas plus de succès.

Estimez-vous raisonnable qu'un syndicat souhaitant dénoncer des malversations ne reçoive pas de réponse de ses ministres?

Sans aucune réaction du top management de la Police ni du politique, il était devenu évident que seule la Justice s'avérait encore être un interlocuteur adéquat.

Le Directeur DST inculpé pour corruption passive

Dans le cadre d'un dossier à l'Instruction chez le Juge ANCIAUX à Bruxelles, la Direction DST, ses responsables, plusieurs sièges de sociétés privées spécialisées en consultance informatique, ont été perquisitionnés par une cellule mixte d'enquêteurs émanant de l'Inspection Générale, de

l'Office de Lutte contre la corruption (OCRC) et du FCCU pendant une journée entière. Motifs : de fortes suspicions de malversations telles que notamment corruption ou fraudes en matière de marchés publics. Un mécanisme qui durerait depuis bien avant la réforme des polices, et pas uniquement en matière de marchés publics. Au vu et au su de toute la haute hiérarchie, qui n'a jamais réagi jusqu'au moment où un policier intègre conscient lui de ce qu'est réellement la déontologie, l'a fait à leur place, dans un sentiment de très grande solitude.

Le Directeur des services DST est à ce stade inculpé pour corruption passive, il est donc présumé innocent pour reprendre la formule consacrée, tandis que l'enquête se poursuit.

Depuis une année déjà, SYPOL.BE a offert son appui juridique à ses affiliés qui avaient opté pour le respect des bases légales et plus précisément du code d'instruction criminelle les obligeant de révéler en fonction de leur qualité de Police Judiciaire, des infractions constatées, ce qui pour ces collègues est loin d'être évident quand on grave au sein d'un système dont les membres ont perdu tout sens de la norme depuis des années et des années!

SYPOL.BE communique à la Justice, dans ce dossier comme dans d'autres, les éléments entrés en sa possession.

SYPOL.BE considère en effet que ce système frauduleux existe depuis des années mais surtout qu'il aurait perduré indéfiniment au vu de la passivité de certains dirigeants poli-

ciers et politiques: songez que le directeur dont question ne fait encore l'objet d'aucune procédure disciplinaire...

Les policiers sont préjudiciés par ces comportements nauséabonds

Certains dirigeants de la police fédérale sont manifestement plus loyaux envers les firmes privées dont ils défendent les intérêts, plutôt qu'envers la Police et leurs collègues.

En effet, nous considérons que de très importants budgets sont dilapidés, par incompetence et/ou malhonnêteté et qu'à ce titre nous sommes tous privés soit de capacités et de moyens minimaux de fonctionnement, soit d'émoluments tels que la prime Copernic qui nous est refusée par nos ministres de tutelle.

Le pire étant encore qu'à cause de certains corrompus œuvrant au sein même de nos services, les budgets qui devraient être affectés pour la sécurité des policiers sont dilapidés voire spoliés.

Nous ne pouvons dès lors qu'envisager de nous porter partie civile contre ceux qui fraudent, qui sont corrompus, qui privilégient les copinages répréhensibles.

Nos nouveaux dirigeants policiers vont enfin se pencher sur l'aspect des cadeaux que reçoivent des firmes privées les dirigeants des services des achats de la police fédérale : mieux vaut tard que jamais. Mais il y a belle lurette que l'autorité exige cela de tous ses « simples collaborateurs » !

E.LEBON

Quelques mots avant les fêtes de fin d'année...



La bûche de Noël.

Les activités syndicales se poursuivent, et j'en profite pour rappeler quelques éléments de vos droits, en matière de congés de maladie, entre autres.

J'ai en effet été contacté à plusieurs reprises ces derniers mois par des collègues de tous arrondissements, collègues qui ont été pénalisés par la perte d'une partie de leur traitement, à la suite de congés de maladie.

Une fois encore, je le souligne, SYPOL n'ira jamais dans le sens des glandeurs dont la non-activité est bien sûr préjudiciable au service et dont la charge de travail doit être supportée par les autres.

Néanmoins, nos valeurs étant aussi empreintes d'un sens aigu d'humanité et d'esprit social, je me dois de donner quelques suggestions à suivre pour celui qui se trouverait un jour dans l'adversité.

Permettez-moi ici de rappeler la norme (en résumé).

En fait, certains éléments du traitement et notamment les indemnités pour frais réels d'enquêtes, et les allocations compensatoires (débours, BSR - art. XII.XI.23 et 24) ou encore le supplément de traitement pour mandat, (exercice d'une fonction supérieure...), les allocations de fonctions, de formateur, l'indemnité SHAPE, notamment, sont suspendues selon la « règle des trente jours ».

C'est-à-dire que ces éléments de la rémunération sont **suspendus dès le moment où, le premier d'un mois, le membre du personnel entame au moins son trentième jour d'absence ininterrompue.**

(Indépendamment d'un congé de maladie, cette absence peut également consister par exemple en un détachement dans un service ou dans une fonction (ou une formation...) qui n'ouvre pas le droit aux indemnités dont question).

Ces indemnités sont à nouveau octroyées, le premier jour du mois qui suit, pour autant que le membre du personnel ait repris son activité depuis au moins dix jours.

*Les indemnités qui **ne sont pas visées par cette disposition** sont : allocations de « Région Bruxelles-capitale », de bilinguisme, de sélection, téléphone (sauf absence pour formation...), uniforme, allocation complémentaire du pilier judiciaire et 2D, indemnité pour l'entretien d'un chien policier.*

En ce qui concerne les frais réels d'enquête et l'indemnité SHAPE, ces éléments sont

suspendus selon la même règle, **même** s'il s'agit d'un accident de travail !

Dès lors, et le cas se présente, si vous devez vous faire opérer avec un séjour de 15 jours en hôpital et une convalescence d'un mois, prenez rendez-vous en tout début de mois après avoir travaillé au moins 1 ou 2 jours, selon qu'il s'agisse d'un mois de 30 ou 31 jours et de cette façon, vous pourrez reprendre votre activité avant la fin du mois suivant.

De cette façon il n'y aura aucune répercussion sur vos indemnités et/ou allocations...

De même, si votre convalescence se prolonge plusieurs mois, faites en sorte de pouvoir travailler au moins dix jours le mois de votre retour; cela limitera les pertes.

Enfin, en réponse aux questions posées par plusieurs d'entre vous, aucune disposition statutaire n'interdit de venir prester, ne fut-ce qu'un jour ou deux par mois, pour autant que vous soyez valide et que le médecin vous l'autorise.

Malhonnête ? En opposition avec les valeurs de la Police Intégrée ?

Parlez-m'en des valeurs de la Police ! ... de la loyauté de l'autorité !

Je ne répèterai pas de quelle façon, à la longueur du temps, l'autorité nous a spolié des droits :

non indexation d'allocations, heures de nuit débutant plus tard, indemnités contactable/rappelable rabotées à 12 hr. au lieu de 14, et même à effet rétroactif !, suppression du jour de maladie par

mois...souvenez-vous des abus de retenues (**illégal**es !!) de traitements dus, de la suppression illégale et unilatérale d'une à deux années d'ancienneté de cadre pour certains ex-péjistes (mais Sypol a gagné au conseil d'Etat); rabotées aussi les petites latitudes horaires concédées à la réforme afin de permettre la pratique d'un sport au bénéfice de la santé du personnel ...

Et j'en passe ! Vous auriez encore des scrupules à agir comme je vous le suggère ?

NON ! C'est calculateur peut-être, mais dans le cadre de **l'exercice d'un DROIT** !

Laissez-m'en vous parler tant et plus des valeurs de la police, de la loyauté, de l'honnêteté (intellectuelle) !

A titre d'exemple, le membre du personnel qui se situe à 5 ans de sa pension peut solliciter - et est en droit de se voir octroyer - le bénéfice de ne plus prester de nuit.

En quelque sorte, une juste reconnaissance pour celui qui toute sa carrière s'est montré disponible sur le terrain.

Réaction de plus en plus fréquente de l'autorité – et nous entamerons un combat !- :

« *d'accord, mais dans ce cas je te « déprofile » et tu iras voir ailleurs ... (donc en perdant tes allocations ou autres indemnités)... »*

On est loin du modèle de management EFQM (vous savez ceux qui prétendent vouloir tendre à la **qualité totale**) dans lequel l'autorité, dans ses discours de

convenance, prône la motivation du personnel dans le but d'améliorer la qualité du service.

Il s'agit tout simplement de pressions morales exercées abusivement par l'autorité qui n'est pas à la hauteur et est incompétente dans la gestion de son personnel, notamment dans le cadre du vieillissement de certains groupes et dans sa politique de mutations et de recrutement.

On est loin des marques de reconnaissance sensées être accordées par l'autorité en fonction du mérite, pourtant **un droit rappelé dans le fameux code de déontologie.**

Ce code de déontologie dont l'autorité a fait l'apologie avant de le remettre solennellement !

Où sont les principes qui prévalent à l'ouverture, à la motivation ? Si on les trouve dans le code de déontologie, force est de constater qu'ils ne sont pas suivis des faits.

La négation par l'autorité des droits acquis entame la confiance des collaborateurs à l'égard de celle-ci.

Affligeant constat !

Votre délégué provincial Namurois, Jean-Paul Delval.

Le personnel CALOG féminin peut-il être amené à effectuer des fouilles sur des personnes ?

L'article 118 de la loi sur la police intégrée prévoit que les membres du personnel du cadre administratif et logistique ne sont pas revêtus de la qualité d'agent de police administrative ou judiciaire, ce qui implique qu'ils n'ont aucune compétence pour accomplir des tâches policières. Cependant, l'article 28 §3 de la loi sur la fonction de police impose de faire exécuter les fouilles avant mise en cellule par une personne du même sexe que la personne fouillée et donne, pour cela, la possibilité, lorsqu'aucun fonctionnaire de police du sexe requis n'est disponible, de requérir « une autre personne » pour effectuer cette fouille. Cette « autre personne » peut être un membre du personnel civil des services de police (CALOG) ou une personne étrangère aux services de police.

Vous avez déjà eu une note de resto de 3.390 balles ? Quand les balles sont des euros, ce n'est plus une addition salée mais une mine de sel. A moins que vous ne soyez ministre et que vous refiliez la facture au contribuable.

Revenus des ministres

**(euros/an) - Salaire brut 178.921 / Pécule de vacances 2.519 / Prime de fin d'année 4.786
Indemnisation de représentation 3.312 / Indemnisation logement 12.802**

Revenus des parlementaires

**(euros/an) / Salaire brut 69.219 / Pécule de vacances 5.307 / Prime de fin d'année 2.020
Indemnisation de frais 19.381**

En Belgique, un ministre perçoit un salaire brut de 178.921 euros (7.217.655 FB) par an. Il faut y ajouter: 2.519 euros de pécule de vacances, 4.786 euros de prime de fin d'année, une indemnité annuelle de 3.312 euros pour les frais de représentation, une autre de 12.802 euros pour le logement. Total: 202.340 euros (8.162.375 FB) pour un ministre «ordinaire». Plus pour le Premier ministre et les vices premiers.

A titre de comparaison, le revenu moyen imposable de la population tourne autour de 11.000 euros (440.000 FB). Et il dépasse de peu les 5.000 euros à Saint-Josse, la commune la plus pauvre du pays.

Les ministres disposent aussi d'une voiture avec chauffeur et plus petit mais pas moins juteux, d'une carte Visa. On a connaissance de l'utilisation qu'en ont faite les ministres du gouvernement flamand en 2002. Steve Stevaert, ce socialiste qui soigne son image d'homme politique proche des gens, est celui qui a le plus usé sa carte: il l'a sortie dans 97 restaurants pour une facture totale de 22.210 euros (895.951 FB). Il devance Patrick Dewael (VLD), qui atteint 18.059 euros. La plus grosse note de resto de Stevaert: 842 euros (34.000 FB) aux *Baguettes impériales*

(Bruxelles, 1 étoile Michelin). Dewael fait mieux: 3.390 euros (136.752 FB) au *Stucki* (Bâle, Suisse).

6.671 euros de plus en poche grâce à la réforme fiscale

Un député ou un sénateur touche brut 69.219 euros (2.792.287 FB) par an. Ne calculez pas: par mois, cela fait 5.768 euros (232.691 FB). Si ce montant est imposable, ce qui ne l'est pas, par contre, c'est une indemnisation supplémentaire de frais qui s'élève à 19.381 euros (781.828 FB).

Quand vient l'hiver, tombe la prime de fin d'année: 2.020 euros (81.487 FB). Quand vient l'été, le pécule de vacances: 5.307 euros (214.084 FB). Ce qui permet de se payer déjà un très beau camping en Ardenne.

Il y a également les frais de déplacement du domicile au lieu de travail, pour lesquels ils ont droit à 0,25 euro le kilomètre. Vous, si vous voulez déduire de vos impôts ces mêmes frais de déplacement, vous serez limités à 0,15 euro le kilomètre. En vertu de la loi que ces parlementaires ont votée. Si vous prenez le bus ou le train, votre employeur vous rembourse peut-être une partie. Les députés et sénateurs

n'ont pas besoin d'un tel remboursement car ils peuvent emprunter gratuitement les transports en commun. On comprend que cela ne les motive pas trop à adopter une loi offrant des transports bon marché.

A l'inverse, ils ont dû être plutôt enthousiastes en votant la dernière réforme fiscale. Celle-ci a supprimé les deux tranches d'impôts les plus élevés. Gain pour les parlementaires: 1.008 euros (40.663 FB) chaque année. Gain pour les ministres: 6.671 euros (269.107 FB)

Parmi les parlementaires, 36 touchent encore un joli supplément. Ce sont les membres du bureau de la Chambre et du Sénat: le président, les premier, deuxième, troisième vice-présidents, les secrétaires, les chefs de groupes, les questeurs (chargés de l'intendance, du protocole, etc.). Selon la fonction, ce supplément va de 11% à 72% de la rémunération de base, sans compter de nouvelles indemnités non imposables de frais. Ce qui fait que Herman de Croo (VLD), président de la Chambre, gagnerait même un peu plus que le Premier ministre. Mais, défend-il, *«la démocratie n'a pas de prix»*¹.

Une pension dès 52 ans, une carrière complète après 20 ans

Tous les partis présents au Parlement acceptent le système, y compris le Vlaams Blok qui montre si facilement du doigt les pratiques financières des autres. Les parlementaires rétrocèdent bien une partie de leur rémunération à leur parti, mais pas

trop. Au PS et au SP.a, par exemple, c'est 10%. Au Vlaams Blok, 15%. Les parlementaires Ecolo et Agalev sont ceux qui reversent le plus: respectivement 50% et 25%.

Les modalités de la pension du parlementaire sont elles aussi assez coquettes. Un, il peut prendre sa retraite dès 52 ans (65 ans pour vous). Deux, il a une carrière complète, c'est-à-dire lui donnant droit à l'entièreté de la pension, après 20 ans de mandat (45 ans pour vous). Trois, le montant correspond à 75% de la rémunération parlementaire. Celui qui réunit ces trois conditions touche donc 4.326 euros (174.510 FB) par mois.

Un ex-parlementaire qui n'a exercé son mandat que deux ans nous a confié qu'il touchait une pension de 411 euros (16.580 FB) par mois, en plus évidemment d'autres retraites. Pour à peine deux ans, il touche presque le montant de la pension moyenne en Belgique, qui tourne autour de 600 euros (24.000 FB). S'ils étaient soumis aux mêmes conditions, les députés et sénateurs auraient peut-être songé à relever sérieusement le montant des retraites, plutôt que de voter une loi reculant de cinq ans l'âge de la pension pour les femmes.

Car, finalement, imposer aux politiciens les conditions de vie de la majorité de la population, n'est-ce pas le prix de la démocratie?

Source
Knack, 17/9/03.

LE DECLIN ANNONCE DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT

A quand un revenu décent, aux normes de nos obligations professionnelles !

A quand un jugement dans le cadre de notre procédure COPERNIC qui nous permettrait de mettre un peu du beurre dans nos épinards qui ont de plus en plus un goût amer...

GRANDEUR ET DECADENCE

Là où nos élus du peuple s'octroient des primes à faire rêver le commun des mortels que nous sommes. Nous policiers et travailleurs de tous secteurs confondus devons aller devant les tribunaux pour obtenir lesdits avantages qu'ils se sont octroyés sans l'aval des syndicats représentatifs, et encore moins sans étendre leurs plantureux avantages aux travailleurs que nous sommes, toute proportion gardée.

Les ingrats va...

Comment expliquer que les parlementaires qui sont censés montrer la voie à suivre... rechignent à nous octroyer notre dû (Disposition CORPENIC parue en 2002) alors qu'ils s'offrent depuis **2003** « des congés payés » à **5.307 €**, une prime de fin d'année à **2.020 €**, des indemnités de frais à **19.381€**, une indemnité annuelle pour frais de représentation de **3.312 €** ...

COPERNIC – c'est un Congé payé à 92 % de votre salaire mensuel brut :

On attend comme vous... Un jugement de la Cour d'Arbitrage nous est favorable, là où les avocats qui représentent l'Etat Belge ont fait valoir un arrêt du Conseil



d'Etat qui nous est défavorable. Cet arrêt n'a pas été retenu par le président de la Chambre qui devrait se prononcer pour 2008 au plus tôt...

Ce qui nous désole c'est que les syndicats représentatifs qui devraient œuvrer, pour notre bien être, sont pieds et mains liés aux avantages syndicaux qu'ils ont obtenus depuis 2004 par nos élus du peuple (parlementaires).

D'où l'explication objective, mais peu rationnelle de ce silence radio. Encore

une fois, vous comprendrez que la balle se trouve dans le camp des policiers qui doivent commencer à réfléchir quant au devenir de leur pouvoir d'achat et non comme beaucoup d'entre vous faire du bon marché en optant pour des assurances (bons marchés) proposées par ces centrales syndicales en vue de leur recrutement, sans qu'ils se soucient un seul instant du combat syndical à mener. Un syndicat n'est pas un courtier en assurance.... Qu'on se le dise et nous restons persuadés que le SSDGPI (Service social du Fédéral) doit en rester le moteur pour nous tous.

Bientôt ils n'auront plus besoin de réfléchir et constateront que le trou grandissant dans leur portefeuille ne leur permettra plus de faire des choix.

On choisira pour vous : Soit manger et se loger décentement, soit se chauffer et conduire.... on ne parlera plus d'un confort certain.

Restons philosophes, on ne percevra jamais, ces montants ahurissants de nos chers élus du peuple.... qui DEMOCRATIQUEMENT appliquent SANS ROUGIR l'adage : « On est jamais mieux servi que par soi-même. »

Non, trêve de plaisanterie, il est plus que temps et urgent de faire passer le congé payé comme un 13^{ème} mois et la prime de fin d'année comme un 14^{ème} mois sous peine de devenir les **nouveaux bourgeois du quart monde...**

Le salaire n'est tout simplement plus aux normes établies en 2000 et si personne ne

parvient à réveiller les eaux dormantes... personne ne viendra nous le proposer... IL EST TEMPS DE VOUS REVEILLER et d'inviter ceux qui vous représentent à se bouger.

Le sursalaire doit impérativement être taxé au taux imposable de 24,5 % ou il faudra revoir à la hausse chaque sursalaire de **25%**.

Le président, Mr SARKOZY l'a bien compris et anticipe le combat syndical en France pour augmenter le pouvoir d'achat.

Il allège l'impôt direct des travailleurs... Nous en Belgique on peut toujours rêver, mais avec l'énergie débordante que nous avons en nous, on pourra également l'obtenir...

Un bref historique, nous ramène avant la réforme des polices.

Jusqu'en avril 2001, nous percevions 125 % par heure prestée en supplément ainsi que pour tous les sursalaires.

La raison invoquée de notre employeur : Compenser la rage taxatoire de notre état de droit.

A bon entendre et à diffuser sans retenue.

Au nom de tous les travailleurs que nous sommes, je vous souhaite une bonne année et un rééquilibrage de notre pouvoir d'achat.

Pour le SYPOL.BE
Hendrik RENAERS

Bruxelles le 3/12/2007

Procédure Copernic Arrêté Royal du 10/07/2002 : **Etat d'avancement**

De nombreux collègues interpellent le SYPOL.BE pour s'enquérir de l'action juridique menée contre le

Ministre de l'Intérieur pour solliciter l'application de l'A.R. du 10/07/2002 qui est relatif au paiement du pécule de vacances "Copernic".

Un bref rappel s'impose donc. Le SYPOL.BE par le biais de près de 2.000 intervenants, membres du SYPOL.BE ont lancé citation contre le Ministre de l'Intérieur en octobre 2006.

Etant donné les défections de la partie adverse s'abstenant de se présenter à l'audience introductive et ne déposant pas ses conclusions, le SYPOL.BE n'a eu d'autre choix que de faire usage de l'article 747 & 2 du Code Judiciaire. Il s'agit d'une procédure spécifique qui est possible lorsqu'une des parties fait défaut.

Le tribunal de 1ère Instance de Bruxelles, chambre néerlandophone, a accédé à notre requête et a rendu, en juin 2007, un jugement fixant de façon contraignante un calendrier reprenant diverses échéances pour le dépôt des conclusions.

Ainsi, l'Etat Belge a dû faire un premier dépôt de conclusions pour le 6/09/2007. Le SYPOL.BE a bénéficié d'un délai jusqu'au 6/12/2007 pour déposer de nouvelles conclusions. L'Etat Belge pourra ensuite déposer des conclusions additionnelles pour le 15/02/2008 et le SYPOL.BE disposera d'un nouveau délai pour déposer de nouvelles conclusions pour le 10/4/2008.

Aussi, l'audience devant le Tribunal a été fixée au 17/06/2008.

Le Secrétaire Général adj
Bernard JEUNETTE

procédure de remboursement des verres de correction et des lentilles de contact



Principes

Une augmentation de l'intervention dans l'achat des verres correcteurs et des lentilles de contact est prévue. Cette intervention subsidiaire (c'est-à-dire après intervention éventuelle de la mutualité) correspond à 75 % du montant du verre ou de la lentille avec un maximum de 150 euros par verre ou par lentille.

Il y a droit à cette intervention pour un renouvellement des verres de correction ou des lentilles de contact après l'expiration d'un délai de deux ans, lorsque la dioptrie a changé.

A partir de l'âge de 47 ans, une intervention est également prévue pour des verres à double foyer.

Il n'y a plus d'intervention en ce qui concerne les montures.

Procédure

- La procédure qui doit être suivie par le membre du personnel concerné est inchangée.
- Le membre du personnel est envoyé par un médecin du service médical ou un médecin agréé externe chez un ophtalmologue.
- Cet ophtalmologue prescrit des verres correcteurs ou des lentilles de contact.
- Le membre du personnel achète les verres correcteurs ou les lentilles de contact chez un opticien de son choix.
- Le membre du personnel demande l'intervention éventuelle de sa mutuelle.
- Le membre du personnel introduit, ensuite, une demande de remboursement trimestrielle des frais médicaux (F-123 ou L-123) à DPMS/TAR.
- A joindre au document :
 - Soit la facture originale (s'il n'y a pas d'intervention de la mutuelle);
 - Soit l'attestation originale de la mutuelle + copie de la facture (s'il y a une intervention de la mutuelle);
 - Copie de la prescription de l'ophtalmologue.

Le service médical intervient financièrement après vérification des conditions précitées.

A l'attention de Monsieur RENAERS

Objet : OTT – jour férié

Référence : Votre courriel du 04/11/07

Référence du présent courriel : DGS-DSJ-2007/50037/A

Référence PC : G:\Dps\Sebille-m\OTT\j férié 041107.doc

Chargée de dossier : CSL Jur Magali SEBILLE 02/554.42.57

Monsieur Renaers,

Veillez trouver ci-après les éléments de réponse à votre courriel du 4 novembre 2007.

Tel que le précise la note permanente DGS/DSP-19084 du 26 avril 2007 intitulée « Directive relative à l'organisation du temps de travail pour le personnel statutaire travaillant à temps plein », en son point 2.2.2.1, en cas de jour férié légal durant la semaine, le membre du personnel est considéré comme étant en congé et reçoit pour ce jour une prestation forfaitaire de 7.36 heures. Par contre, si le membre du personnel effectue une prestation de service effective un jour férié durant la semaine, il reçoit les heures réellement prestées et a un droit à un jour de congé compensatoire qui sera ajouté sur sa fiche de congés. Le jour de congé de compensation peut être pris aux mêmes conditions que les jours de congé annuel de vacances et est comptabilisé de la même manière, à concurrence de 7.36 heures.

Dès lors, au regard des informations transmises, si le jour d'appui coïncide avec un jour férié durant la semaine et que des membres du personnel non sédentaires sont prévus de service, ils reçoivent les heures réellement prestées et bénéficient d'un jour de congé compensatoire. Par contre, si le dit jour, les intéressés ne prestant aucun service, ils sont considérés en congé et reçoivent une prestation forfaitaire de 7.36 heures.

Veillez agréer, Monsieur Renaers, l'expression de mes sentiments distingués.

CP Jur Carlo MAES

DSJ/A

L'audition d'un témoin ne peut avoir lieu hors votre présence, à peine d'un nouveau vice de procédure

"Considérant qu'en une quatrième branche, le requérant soutient que l'audition des témoins par la commission d'enquête, en dehors de la présence du requérant et de son avocat, viole ses droits de défense."

"(...)"

"Considérant que la faculté de faire entendre des témoins implique que l'agent puisse faire poser aux témoins les questions qu'il estime utiles à la défense de ses intérêts; qu'il ne suffit pas que les questions à poser aux témoins aient été rédigées par écrit par l'agent et qu'elles leur soient soumises en dehors de la présence de l'agent et de son avocat; qu'ainsi l'audition de témoins suppose que l'agent et son avocat y soient présents même si l'enquête ne porte pas sur le comportement personnel de l'agent poursuivi, mais sur des pratiques en usage dans un service et même si l'enquête est destinée en premier lieu à éclairer la chambre de recours; qu'en effet cette enquête est l'un des éléments qui permettent à cette chambre de recours de donner un avis à l'autorité compétente pour prononcer la peine disciplinaire;"

(Conseil d'Etat, arrêt n° 41.995 du 17 février 1993, cité par SAROT J., "Précis de la fonction publique"; Bruylant, 1994, p. 440)



Mais où est passé mon témoin...

Qu'est-ce qu'une mesure d'ordre ?

Une mesure d'ordre est une mesure adoptée pour garantir ou rétablir le bon fonctionnement du service après une perturbation de ce fonctionnement. La mesure d'ordre est adoptée uniquement parce que l'ordre a été mis à mal. Cette perturbation peut provenir du comportement du membre du personnel concerné. Ce n'est toutefois pas la culpabilité de l'intéressé qui conduit à prendre la mesure mais le caractère perturbateur de son comportement.

Les droits de la défense reconnus au membre du personnel concerné dans le cadre de la procédure disciplinaire ne sont pas d'application lorsque l'autorité envisage de prendre une mesure d'ordre. Ceci étant, lorsqu'il s'agit d'une mesure grave basée sur le comportement personnel de l'intéressé, celui-ci a le droit de faire valoir son point de vue.

Le droit de faire valoir son point de vue emporte les obligations suivantes pour l'autorité :

1. l'information préalable de la nature et des motifs de la mesure d'ordre envisagée ;
2. l'accès au dossier ;
3. accorder à l'intéressé le temps nécessaire pour préparer sa défense ;
4. offrir la possibilité à l'intéressé de se défendre oralement ou par écrit.

Une mesure d'ordre doit être proportionnelle : la mesure d'ordre à prendre ne peut causer au membre du personnel concerné que le désagrément minimum nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du service. En d'autres mots, la mesure adéquate la moins lourde doit être prise.

Quelle est la qualification juridique de la note de fonctionnement ?

La base légale de la note de fonctionnement se trouve dans l'article 140 LPI (STS/ST2). La note de fonctionnement ne peut en aucun cas être considérée comme une mesure d'ordre, mais bien comme une mesure d'ordre intérieur. Elle constitue seulement une mesure administrative, sans conséquence au niveau administratif, statutaire ou pécuniaire.

La note de fonctionnement correspond à une mesure prise ponctuellement et destinée à évaluer le fonctionnement du membre du personnel concerné.



Notice : G 1938

PARQUET du PROCUREUR du ROI
6900 MARCHÉ-en-FAMENNE

☏ rue Victor Libert, 7a
☐ : parq.corr.marche@just.fgov.be

☎ 084/470.200
☎ 084/470.290

Monsieur E. LEBON
Secrétaire général
rue des parfums 23
1070 ANDERLECHT

Marche-en-Famenne, le 25/10/2007

Monsieur le Secrétaire général,

Concerne : Projet de P.N.S 2008-2011

C'est avec beaucoup de retard que je vous adresse la présente en réponse à votre e-mail m'adressé le 17.09.2007 et relatif à l'objet dont question sous rubrique.

Néanmoins, ma consternation devant les propositions des priorités dans le plan 2008-2011 n'est toujours pas moindre aujourd'hui!...

Me considérant également comme «acteur de terrain», j'estime avec vous que la méthode retenue pour fixer les priorités est dépourvue de crédibilité et que les véritables priorités criminelles disparaîtraient si ce plan devait voir le jour.

Cela me paraît bien surréaliste et je veux encore croire que les décideurs s'en rendront compte !

Sans vouloir minimiser ni les conséquences des violences intrafamiliales (qui pour la plupart sont du ressort de la police zonale), ni les conséquences de la contrefaçon (organisations criminelles derrière ce phénomène) il m'apparaît que retirer du P.N.S. la plupart des priorités qui y étaient fixées constitue une méconnaissance du terrain.

Au contraire, l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne semble lui aussi, à l'heure actuelle, pollué notamment par cette grande criminalité (importée avec des ancrages locaux) vu notamment la sécurisation des grands centres et le réseau routier).

Le bien-être du citoyen (sécurité objective et subjective) ne peut qu'être davantage troublé par cette grande criminalité.

Je pourrais encore ajouter beaucoup de choses mais je vais en rester là en vous assurant de mon soutien total dans la défense de ces intérêts!

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Procureur du Roi,


Michèle MONS delle ROCHE

Monsieur,

Je souhaiterais vous poser une question précise relative au paiement de mes primes SLR. Je m'explique :

Je suis membre d'une SLR depuis sa création et touche donc les deux primes liées à cette fonction.

Je suis pour l'instant en CPMS et souhaiterais savoir si je vais toucher mes deux indemnités pour ce mois de novembre. J'ai connaissance que certains collègues se sont vus retirer ces primes car ils étaient absents du service pour plus de 30 jours (est-ce vraiment la règle ??)

Voici mes prestations pour cette période :

Service de nuit du samedi 27/10 au Dimanche 28/10

Du Lundi 29/10 au Mercredi 31/10 : Congé

Jeudi 01/11 : Férié légal

Vendredi 02/11 : Férié légal

Samedi 03/11 : WE libre

Dimanche 04/11 : WE libre

Du Lundi 05/11 jusqu'au 30/11 : CPMS

Si au décompte final je serai bien absent du service plus de 30 jours, je me pose la question si le WE libre n'interrompt pas cette période

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Bien à vous

J.-J. GILLET, Membre SYPOL n° 0757042621

Demande restée lettre morte

Monsieur,

Le 08/11/2007 je m'adressais par mail à votre service en vue d'obtenir une réponse à un problème pratique relatif à mon emploi et les primes qui y sont liées.

Nous sommes le 20/11/2007 et ma demande est manifestement restée lettre morte.

Je suis membre de votre syndicat depuis quelques mois et c'est la deuxième demandes d'informations que je vous transmets et pour lesquelles sans un rappel de ma part après une dizaine de jours je n'obtiens pas de réponse .

Je suis fortement déçu de ce manque de réactivité et me pose la question de savoir si un problème grave survenait comment réagiriez-vous !

En quittant mon ancien syndicat et en m'affiliant à votre organisation je pensais sincèrement me diriger vers le syndicat le plus proche du Policier. Je déchanté et envisage de revoir ma position pour l'avenir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées

JJ GILLET

Réponse du SYPOL.BE

le 20.11.2007

Le SYPOL.BE a bien reçu votre message lequel a retenu toute notre attention.

Toutefois, je peux vous dire que la règle des 30 jours est reprise clairement dans le statut du personnel des services de police (AR MAMMOUTH).

Cette règle pose que le droit à l'un ou l'autre de ces éléments de rémunération est suspendu dès le moment où le membre du personnel qui en bénéficie entame, au premier d'un mois, au moins son trentième jour d'absence ininterrompue. L'élément est à nouveau dû à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'intéressé a repris effectivement ses fonctions durant au moins 10 jours. Les définitions de notions de "jour d'absence" (principalement repos et congé) ainsi que de reprise de fonction durant au moins 10 jours figurent respectivement à l'article XI.I.3, 4° et 5° du PJ Pol.

Enfin, la règle des 30 jours s'applique sur une base "calendrier".

Je me permets de vous rappeler que le SYPOL.BE est géré effectivement par des gens de terrain, c'est-à-dire des gens qui sont comme vous le dites plus proches du policier, ce qui est un avantage pour appréhender les différentes difficultés rencontrées par nos affiliés. Ce sont aussi des personnes qui continuent à exercer professionnellement la fonction de policier, liée à toutes les contraintes que vous pouvez imaginer. Cela signifie qu'à certains moments, nous pouvons ne pas pouvoir répondre immédiatement aux questions posées dès lors qu'elles nécessitent quelques recherches. Cela étant, en cas d'urgence, notre service juridique s'actionne dans l'heure.

Restant à votre disposition pour tout complément, je vous prie de croire, Cher Monsieur, en l'expression de mes sentiments distingués.

Bernard JEUSETTE
Secrétaire Général adj
0496 25 13 19

Myope comme une taupe; "Rusé comme un renard"? Les termes empruntés au monde animal sont portés partout.

La preuve :

Que vous soyez fier comme un coq, fort comme un bœuf, têtu comme une mule, malin comme un singe, chaud lapin ou fine mouche, vous êtes tous un jour ou l'autre devenu chèvre pour une caille aux yeux de biche. Vous arrivez frais comme un gardon à votre premier rendez-vous et là, pas un chat ! Vous faites le pied de grue, vous demandant si cette bécasse vous a réellement posé un lapin. Le type qui vous a obtenu ce rancard, avec lequel vous êtes copain comme cochon, vous l'a certifié : - Cette poule a du chien, Une vraie panthère ! C'est sûr, vous serez un crapaud mort d'amour. Mais tout de même, elle vous traite comme un chien. Vous êtes prêt à gueuler comme un putois, mais non, elle arrive. Bon, dix minutes de retard, il n'y a pas de quoi casser trois pattes à un canard. Sauf que la fameuse souris est en fait plate comme une limande, myope comme une taupe, elle souffle comme un phoque et rit comme une baleine. Vous restez muet comme une carpe. Elle essaie bien de vous tirer les vers du nez, mais vous noyez le poisson. Vous avez le bourdon, envie de verser des larmes de crocodile. Vous finissez par vous inventer une fièvre de cheval qui vous permet de filer comme un lièvre. Vous avez beau être doux comme un agneau, faut pas vous prendre pour un pigeon.



Décision de la Cour constitutionnelle :

La cour annule certaines dispositions transitoires relatives au régime linguistique

Par arrêt du 28 novembre 2007 la Cour constitutionnelle a annulé la disposition légale transitoire relative au bilinguisme – Cet arrêt semble être passée assez inaperçue au sein du personnel (pour plus de détail voir info nouvelle n° 1818 du 30/11/07.

La Cour annule certaines dispositions transitoires relatives au régime linguistique. Cela implique que tout membre du personnel CALOG ou OPERATIONNEL, entrant en service à partir du 01/01/08 dans une des 19 communes de la région de Bruxelles-Capitale **DEVRA OBLIGATOIREMENT** être bilingue (détenteur du brevet SELOR du niveau requis)

Cela n'augure rien de bon, pour les places ouvertes dans la mobilité 3/2007 qui prend fin en janvier 2008.

La seule solution rapide pour combler ce vide est de faire venir par détachement des membres du personnel de la police fédérale.

Détachement temporaire de policier peu motivé, ne connaissant pas le terrain ... une tournante nuisible à la qualité du service presté, situation connue à Bruxelles et région, il n'y a pas si longtemps de cela.

Les bilingues ne se retrouveront-ils pas placés comme policier de quartier, vu que pour ces postes il faudra quand même des

policiers, ayant suivi une formation d'inspecteur de quartier (de 4 mois), bilingues puisqu'il faut les nommer et qu'ils voudraient rester. Ceci ne risquera pas de motiver les jeunes.

Pour les non bilingues officiels, déjà en place, ils RESTENT en place et une solution étant recherchée.

Nous avons appris que les Chefs de Zone et les Bourgmestres de Bruxelles (région) voulaient rencontrer le Ministre de l'Intérieur pour trouver une solution. Mais à la clôture du présent, n'ayant toujours pas de gouvernement, et tant qu'il n'y aura pas de gouvernement ce sera fort difficile. Le bilinguisme étant inscrit dans la loi. Les examens SELOR sont déjà adaptés à la fonction, faut-il instaurer un système où les écoles de police feront passer les examens linguistiques ?

D'autres questions sont restées sans réponse : Quid de l'attribution de la prime de bilinguisme à ceux qui sont entrés avec un niveau 3 voire avec un niveau 4, et qui en tant qu'inspecteur de police perçoivent par assimilation la prime de niveau 2 ?

Il nous faut attendre les résultats des prochaines réunions.

Jacques Wilputte

Politie in rouw...

Op woensdag 5 december maaiden drie zwaarbewapende gangsters met een salvo uit een machinepistool 'Kalachnikov' twee collegae van de politiezone Beersel weg. Kitty Van Nieuwenhuysen die haar vierentwintigste verjaardag enkele dagen later zou vieren, overleefde de laffe aanslag niet, haar collega Peter Vanstalle, 27 jaar oud, werd zwaargewond. De gangsters lieten hen geen enkele kans.

Op het ogenblik dat we deze tekst schrijven doet alles vermoeden dat de verantwoordelijken voor deze moordaanslag nog maar eens criminelen uit de streek van Charleroi zijn, een streek die op misdadig gebied zwaar geteisterd wordt en door de vorige regering sinds jaren in de steek werd gelaten. De meermaals beloofde politiemiddelen en manschappen bleken niet méér te zijn dan een verkiezingsstunt...

De tijd van verbijstering, rouw en gevoelens zal op een gegeven ogenblik plaats maken voor nadenken en handelen.

In tempore non suspecto klaagde SYPOL.BE meermaals de veelvuldige gebreken in de politieële veiligheidsuitrusting van de politieambtenaren te Charleroi - maar niet alleen hen - aan, zonder dat zulks tot veel resultaat leidde. We lijken wel alleen op het werkveld te staan, zonder hulp van de politieke verantwoordelijken, van onze talloze generale staven, van de andere politievakbonden die zich blijkbaar meer gelegen laten aan de verdediging van de 'boni-santé' en andere al dan niet werkelijke problemen zoals de behuizing van de voormalige rijkswachters. De veiligheid van de politieambtenaar is, wat ons betreft, evenwel toonaangevend voor elke politieke, politieële of vakbondorganisatie, en behoort verheven te zijn boven alle andere principes.

Na de feiten te Lot hoorden we verschillende hoge leidinggevendenden van de politieële organisatie - waaronder de commissaris generaal - tegenover de media verklaren dat alleen *het lot* voor deze moordaanslag verantwoordelijk was, niét de vorming, niét de organisatie - volgens de verklaringen volstaat één patrouille ruimschoots -, niét de uitrusting van de politieambtenaren, ...

Vele leden namen contact met ons op om hun onverholven kritiek op deze verklaringen te spuien: U vond deze stellingneming, zo snel na de feiten, waarop bovendien op geen enkel ogenblik werd teruggekomen, niet méér dan de woorden van - en we herhalen uw woorden - *"een leidinggevende die de problemen op het werkveld waarop hijzelf nooit één enkel ogenblik werkzaam was, eenvoudigweg niet kent"*.



*Met dank aan
politieeschool
PIVO te Asse.*

Nu zullen wijzelf niet ontkennen dat vrijwel niets politieambtenaren kan wapenen tegen het nietsontziende geweld dat onze collegae van Beersel onwetend tegemoet traden, maar om elke verantwoordelijkheid daarvoor

bij het lot te leggen is een mededelingstrategie die ook werd gebruikt door de politieke verantwoordelijken van de overhaast uitgevoerde politiehervorming, politieke verantwoordelijken die de burger tot elke prijs willen doen geloven dat de nieuwe geïntegreerde politie zowat een achtste wereldwonder is dat de hele aardkloot ons benijdt...

Daarom ook dient alles perfect te zijn: de nieuwe politie werkt beter, de nieuwe middelen zijn beter, de misdadigheidstatistieken dalen, het veiligheidsgevoel bij de burger stijgt, de politieambtenaren zijn tevreden want ze worden nu goed betaald - volgens sommige naïeve bronnen zelfs óverbetaald

- , het aantal zelfmoorden en burn-outs daalt, ..., wat allemaal een schitterend gevolg is van de bureaucratische theorieën van het management dat de 'totale kwaliteit' en de 'community-policing' voorstaat.

Als of de burgers, de politieambtenaren en sommige leidinggevendenden dit markt- en verkooppraatje nog als zoete koek slikken...

Om deze té eenvoudige slogan kracht bij te zetten moet er meer blauw op de straat komen... maar wél ongewapend blauw...

Omdat deze 'perfecte wereld' zou blijven bestaan helpen bepaalde politieke leidinggevendenden en sommige leden van deze en gene politieke partij - gelukkig zijn er ook nuchtere beschouwers - actief aan de verspreiding van bepaalde, wel bijzonder ongelukkige bespiegelingen:

- **'De wereld is mooi en alle mensen zijn vriendelijk'** is zo'n eerste politieke bespiegeling, maar de politieambtenaren staan dagelijks tegenover een steeds gewelddadiger misdadigheidpatroon met daders die van langsom jonger worden, niet zelden zwaarder bewapend zijn dan de politieambtenaren zelf én bovendien geen enkele vrees meer hebben die wapens ook daadwerkelijk aan te wenden...
- **'De criminele statistieken dalen'** is een tweede fabeltje, want de Directie informatica van de federale politie wordt al gedurende jaren op de meest amateuristische wijze - en we wikken onze woorden! - geleid. We hebben enkele dagen geleden zélf nog vastgesteld dat een gewelddadige 'carjacking' uiteindelijk als een 'eenvoudige diefstal' in de ANG, de nationale gegevensbank, was ingebracht... Erger nog, bepaalde ingebrachte feiten blijken 's morgens, bij het heropstarten van de computers, eenvoudigweg - en voorlopig op onverklaarbare wijze - verdwenen! Niet moeilijk dus dat de criminele statistieken dalen!
- **'De federale politie verstrekt uitsluitend juiste informatie'** is een derde sprookje dat alleen politici en ganzen kan wijsgemaakt worden... Zo ver-

klaarde die federale politie dat géén politieambtenaar nog was beschoten bij een tussenkomst, en dat sinds 2004. Het is onbegrijpelijk - en ook hier wikken we onze woorden - dat een officiële mededeling, verstrekt door wat uiteindelijk collegae zijn, dergelijke gevaarlijke nonsens bevat! Zulke uitlatingen benadelen alle politieambtenaren.

- **'Ontwapening van politieambtenaren maakt de maatschappij veiliger'** is een sprookje dat de heren Jacob en Wilhelm Grimm zelfs in een dronken bui niet uit de pen zouden durven geschud hebben. Het is nochtans de dagdagelijkse werkelijkheid in dit land: op aanstichten van de heer Dewael - maar we weten natuurlijk wie het hem influisterde - is een wetsontwerp op de 'ordebewaarders' tot stand gekomen, een soort gemachtigde, maar ongewapende ambtenaren met zo goed als politietaken; de 'agenten van politie', de nieuwe naam voor de 'hulpagenten', zijn ongewapend; politieambtenaren die taken van technische en wetenschappelijke politie uitvoeren in de laboratoria worden vervangen door burgers die wél een onduidelijke en beperkte hoedanigheid van 'officier van gerechtelijke politie' ontvangen, maar géén vuurwapen; het afschaffen van de mogelijkheid voor politieambtenaren die in burger werken om hun dienstwapen huiswaarts te voeren, ... Om de simplistische slagzin 'meer blauw in de straat' waar te maken worden steeds meer ongewapende burgers de strijd ingezonden. Het is slechts wachten op het volgende drama...
- **'De verstrekte opleiding is voldoende'** : dat kan wel zo zijn, maar de leegloop aan ervaring die zich in nagenoeg alle politiezones doet gevoelen is een element dat die opleiding te niet doet! Sinds de hervorming werd de noodzakelijke aanwerving onderschat, terwijl het vereiste niveau binnen bepaalde personeelklassen daalde, het kader van bepaalde diensten verminderde, de waarnemingen en schaduwingsdiensten van de voormalige gerechtelijke politie werden afgeschaft en tot op de dag van vandaag niet heropgebouwd, ...

Overigens merkten we op de straat reeds **aspirant-inspecteurs** op die zonder enige ervaring voor de leeuwen worden gegooid omdat ze nu eenmaal spotgoedkoop zijn en in bepaalde politiezones als 'tweede man' aan een tussenkomst kunnen deelnemen.

• **'De verstrekte uitrusting is voldoende'**: misschien, maar minstens moet ze daadwerkelijk *verstrekt* worden! **Jonge politieambtenaren** worden de straat opgejaagd vanaf hun vormingstages zonder een volledige veiligheidsuitrusting! Een persoonlijke kogelwerende vest, moderne persoonlijke bewapening, een radiopost 'a.s.t.r.i.d.', handboeien, ordehandhavingkledij, ..., steeds ontbreken wel meerdere van deze toch onontbeerlijke veiligheidsmiddelen. Het is reeds té dikwijls gebeurd dat aspiranten en jonge politieambtenaren uit de algemene reserve [DAR] naar bepaalde politiezones werden overgeplaatst zonder dat hen ter plaatse een minimale uitrusting werd verstrekt. Zouden brandweerlui happig zijn op een tussenkomst wanneer men hen zonder brandwerende kledij en een helm een inferno in zou zenden? Of zou een jonge rekrut van het regiment 'paracommando' uit een C-130 duiken wanneer hem om besparingredenen een reservevalscherp zou geweigerd worden? Natuurlijk niet! Maar politieambtenaren moeten met vergelijkbare situaties maar tevreden zijn! En tzelfdertijd kent de politie 'punten' toe voor de aankoop van materialen... waarin geen enkel element van de noodzakelijke veiligheidsuitrusting is begrepen.

• **'We leerden van het verleden'** is een waardevolle sage die inmiddels reeds grotendeels aan de geschiedenis werd toegevoegd... Ten gevolge van de dodelijke aanvallen die door de 'Bende van Nijvel' werden uitgevoerd besloten de politieke en politieële overheden tot de gedeeltelijke pantsering van de voertuigen van de voormalige rijks-wacht, terwijl het politiepersoneel met gemeenschappelijke, veelal performante wapens werd uitgerust. Op dit ogenblik gaan we, nog maar eens, met rasse spoed achteruit. Steeds minder krijgen

de uitgezonden patrouilles een gemeenschappelijk wapen mee dat dan nog veelal van klein kaliber is en slechts schot per schot kan vuren. De misdadigers vuren, zoals we in Lot jammer genoeg moesten ondervinden, met oorlogswapens die van de kogelwerende vesten geen splinter heel laten...

• **'De straffen zijn zwaar genoeg'** is het laatste verhaal dat de beslissingnemers vóór het slapengaan troost. Zijn de mogelijkheden tot ernstig straffen inderdaad in de wet aanwezig moeten wij, zowel als de burger, vaststellen dat die voorziene straffen zelden of nooit ten volle worden uitgesproken, terwijl er geen enkele wil aanwezig is om de straffen voor misdadigers die zich tegen de politie keren, nog bijkomend te verzwaren. Voor bepaalde beroepsklassen van dit land, en politieambtenaren in de ons omringende landen, is dat duidelijk wél het geval.

De vraag naar het 'waarom' van deze inzichten à la Jean de la Fontaine dringt zich uiteraard op. Het antwoord is eenvoudig: de politie moet **een minder agressief imago** vertonen. Om die reden werd trouwens de 9 mm dienstmunitie aangeschaft: ze heet minder dodelijk te zijn, hoewel dat uiteraard bijzonder relatief is. Er zijn dan ook politiezones die van deze munitie niet willen weten... Er zijn er ook andere: we herinneren ons allen de chef van een grote politieke zone die tegenover zijn personeel verklaarde dat het gemeenschappelijke wapen en de kogelwerende vesten geen hinderpaal mochten vormen tussen de politieambtenaar en de burger. Even later werd een jonge politieambtenaar, herplaatst vanuit de DAR, in de buik geschoten...

Méer en meer ondervinden we dat de politieambtenaren niet wordt gesteund en slechts als een noodzakelijk kwaad worden beschouwd.

We laten het hoofd echter niet hangen, we zullen deze thema's verder ontwikkelen en alles doen om de beslissingnemers van het terechte onbehagen van de politieambtenaren te overtuigen.

ONGESCHONDENHEID, BEROEPSETHIEK, WAARDEN EN NORMEN...

*Luister naar mijn woorden, maar kijk niet
naar mijn daden...*

In het eerste nationaal veiligheidsplan 2001-2002 na de hervorming weerhield de hoge directie van de federale politie de ongeschondenheid als één van de vijf strategische doelen die dienden gehaald. Ik stel met opzet 'de directie van de federale politie', want sinds enkele decennia is het niet meer de politiek die stelselmatig de regels aan de politie - en voorheen aan de rijkswacht - oplegt... Niet zelden is de omgekeerde richting het geval, zéker sinds de hervorming nu de politiek haar macht op overdreven en onnadenkende wijze aan de leidinggevenden van deze nieuwe politie overdroeg.

Een propagandakrijgsplan over de 'integriteit' werd, ten koste van grote uitgaven, opgezet. Wie herinnert zich niet de kinderlijke - om niet 'kinderachtige' te zeggen - aanplakbiljetten waarop politieambtenaren op de meest karikaturale wijze werden voorgesteld, aanplakbiljetten die vóór het oog van het publiek in lokale en federale commissariaten dienden opgehangen, aanplakbiljetten die ons in diskrediet brachten, ons onze waardigheid ontnamen, ons moraal ondergroeven en ons deden walgen... Aanplakbiljetten, geschriften in vierkleurendruk, zelfs strips, niets was kostelijk genoeg om ons met de neus op de integriteit te duwen...

De hoogste beslissingnemers, oude of nieuwe, hielden op geen enkel ogenblik op de waarden en normen te benadrukken, de vinger op de ongeschondenheid te leggen, de totale kwaliteit te verkondigen waaraan iedereen werd geacht zich te houden, de houding naar

de dienst toe vast te leggen, ... In de loop van de volgende jaren zal 'men' voor het personeel de 'op puntstelling van de concrete instrumenten tot het meten van de integriteit, het duchten van de onmogelijke keuzes en het aanduiden van de aantastingen van de ongeschondenheid' bekoststoven...

U zal ons zeggen dat het niet méér dan normaal is dat politieambtenaren verplicht worden bepaalde regels te eerbiedigen, dat bepaalden niet meteen een rolmodel zijn en dat anderen de grenzen eenvoudigweg overschrijden. Gelijk heeft U. Verontrust het Ú dan niet dat al deze propagandakrijgsplannen slechts voor de veldwerkers ontwikkeld lijken, voor de eerstaanwezende simpelen die we allen zijn, ongeacht onze graad, in tegenstelling tot een zekere nomenclatuur die zich vanuit een ivoren toren ergens in de hoofdstad van dit land het recht toeigent regels op te stellen die door anderen dienen toegepast te worden?

We herinneren ons een 'infonieuws' dat als onderwerp 'verbod tot het aannemen van giften en andere voordelen' had, een ander dat ons onderhield over 'wat men onder integriteit verstaat', of nog, 'de integriteit afgebeeld', 'de waarden van de federale politie', en wat al dies meer zij! We herinneren ons nog als de dag van gisteren een 'beroepethische code' op onze naam, waarvoor we zelfs een ontvangstbewijs dienden te ondertekenen en dat ons niet werd overhandigd dan tijdens een even korte als overbodige plechtigheid! We hebben ons aan die formaliteit onderworpen, net zoals

alle collegae, integere meiden en kerels, van alle graden en alle kaders. Eerstaanwezend simpelen, dus.

De beroepsethische code is voor de medewerkers bestemd.

De beroepsethische code vat aan met de woorden: 'beste medewerker', en eindigt met de woorden: 'beste medewerker, [...]'.

Het moge dan ook duidelijk zijn dat de opstellers van deze beroepsethische code ze voorbestemden **voor de medewerkers, alleen de medewerkers en niets dan de medewerkers!**

SYPOL.BE is een bijzonder ijverig medewerker en telt binnen haar rangen ontelbare ambtenaren die er angstvallig over waken dat de beroepsethische code actief wordt uitgedragen, zoals die code in fine aan alle 'medewerkers' opdraagt... Diep in hun hart zijn ze er echter nog méér van overtuigd dat we, als politieambtenaren, in de allereerste plaats de regels van het strafrecht dienen te eerbiedigen, regels die een aanzienlijk aantal van onze 'managers' de laatste tijd blijkbaar even zijn ontsnapt...

Sinds meerdere jaren klagen we de veelvuldige, strafrechterlijk vervolgbare gedragingen aan van bepaalden onder hen die menen dat hun 'medewerkers' enige zin voor beroepsethiek dient bijgebracht... We kaarten de vlaggen van onwettelijke en strafrechterlijk vervolgbare inbeslagnameingen op lonen en vergoedingen aan, het opvallende pesten van de ene of andere duidelijk aanwijsbare klasse van politieambtenaren, we beschreven precies bepaalde strafrechterlijk vervolgbare houdingen van vriendendiensten en 'ons-kentons', ...

SYPOL.BE klaagt álle misdragingen waarvan het kennis krijgt, aan.

SYPOL.BE en bepaalde aangesloten politieambtenaren stelden vast dat bepaalde leidinggevenden van de federale politie zich schuldig maakten aan gedragingen en feiten die door een onafhankelijk rechter - en we wikken onze woorden - meer dan waarschijnlijk als verduistering ten nadele van de federale politie en bepaalde politiezones, valsheid in geschrifte en gebruik ervan, omkoping en andere bedrieglijke handelingen op het gebied van openbare aanbestedingen, verschillende voorbeelden van strafbare bevoordeling, ..., zouden beoordeeld worden.

In de loop van de laatste twee jaar hebben we getracht hiervan onze beide voogdijministers in te lichten, mondeling, bij schrijven en zelfs door middel van een stakingaanzegging. Er volgde geen antwoord, tenzij dan van onze huidige commissaris generaal - destijds algemeen directeur van de SAT bij het Ministerie van binnenlandse zaken - die ons verzekerde dat 'de regering niet anders kon dan op onze brieven te reageren'. En vervolgens... niets meer. Ook een ultieme brief aan de Eerste Minister kende geen enkel gevolg.

Vindt U het redelijk, laat staan normaal, dat een vakbond die strafbare misdragingen uitbrengt geen enkele antwoord ontvangt van de beide voogdijministers? Zonder enige reactie van de managementtop van de politie en de politiek werd uiteraard duidelijk dat uitsluitend het gerecht nog een aanvaardbare aangesprokene zou worden.

De directeur van DST wordt beschuldigd van passieve omkoping.

In het kader van een gerechtelijk onderzoek onder leiding van onderzoeksrechter Anciaux

te Brussel voerden manschappen van een gemengde cel, bestaande uit leden van de algemene inspectie, het centraal bureau ter beteugeling van de corruptie en de federale computer crime unit een volledige dag huiszoekingen door bij de directie DST en zijn verantwoordelijken, en meerdere zetels van privé-bedrijven die gespecialiseerd zijn in informaticaraadgeving. De reden voor deze handeling betrof de sterke vermoedens van strafrechterlijk vervolgbare misdragingen zoals omkoping en andere bedrieglijke handelingen op het gebied van openbare aanbestedingen... Deze gedragingen zouden reeds van lang vóór de hervormingen aan de gang zijn, en niet alleen op het vlak van openbare aanbestedingen. De hoge hiërarchie zou er van af geweten hebben, maar reageerde niet. Tot op het ogenblik dat een **integere politieambtenaar die zich bewust was van échte beroepsethiek**, het in haar plaats deed, met een gevoel van grote eenzaamheid...

De directeur van DST wordt op dit ogenblik beschuldigd van passieve omkoping; hij is onschuldig tot het tegendeel bewezen wordt, zoals de geijkte uitdrukking luidt...

Reeds een jaar geleden bood SYPOL.BE haar juridische steun aan voor de leden die de wettelijke fundamenten wensten te eerbiedigen en in hun hoedanigheid van 'officier van gerechtelijke politie' overtredingen wilden vaststellen, een verre van vanzelfsprekende daad wanneer men 'medewerker' is in een stelsel waarvan bepaalde hiërarchisch hoogstaande leden sinds jaar en dag elke zin voor de geëigende normen verloren...

SYPOL.BE deelde in deze bundel, **zoals in alle andere**, alle inlichtingen in zijn bezit aan het gerecht mee. SYPOL.BE is van mening dat dit

stelsel van bedrieglijke handelingen reeds jaren standhield en, gelet op de onthouding van bepaalde politieke en politieke overheden, tot op dit ogenblik zijn gang zou gaan. Weet dat de betrokken directeur tot vandaag aan geen enkele tuchtprocedure onderworpen is!

Deze walgelijke praktijken benadelen de politieambtenaren.

Bepaalde leidinggevendenden van de federale politie zijn overduidelijk loyaler tegenover privé-bedrijven waarvan ze de belangen verdedigen dan tegenover de politie en hun collega's.

We gaan ervan uit dat enorme bedragen door onbekwaamheid en/of oneerlijkheid werden verkwist, waardoor wij van manschappen, werkingmiddelen of van vergoedingen zoals de premie 'Copernicus' die ons door onze voorgeministers werd geweigerd, werden beroofd.

Het ergste is nog dat omwille van bepaalde gecorrumpeerden binnen onze eigen diensten, budgetten die aan de veiligheid van politieambtenaren konden besteed worden, verspilld werden. We zullen dan ook nagaan of we ons burgerlijke partij kunnen stellen tegen hen die werden omgekocht, gecorrumpeerd zijn of verwijtbare vriendendiensten bewijzen.

De nieuwe directeuren van de politie zullen zich over het gebruik van privé-bedrijven geschenken te verlenen aan de leidinggevendenden van de dienst 'aankopen' van de federale politie, buigen. Beter laat dan nooit. En laten we vooral niet vergeten dat diezelfde overheid dat al sinds de hervorming van de 'medewerkers' eist...

Eddy Lebon

Het is niet omdat de eindejaarfeesten er aan komen dat de vakbondhandelingen stilvallen...

Ik wil dan ook graag op enkele rechten in verband met het *ziekteverlof* wijzen, rechten die, zo begreep ik uit meerdere contacten die ik met collegae uit alle gerechtelijke arrondissementen had, nogal eens verkeerd worden begrepen.

Ik wijs er in de eerste plaats op dat SYPOL.BE zeker niet de verdediging op zich wil nemen van de enkele lijntrekkers die door hun gewilde afwezigheid omwille van "ziekte" de dienst schade berokkenen en hun werk op anderen afwentelen. Evenmin willen we echter de collega die lichamelijke tegenspoed kent, in de steek laten. Daarvoor zijn we té zeer door-drongen van een scherp gevoel van humanisme en een sociale geest.

Bepaalde vergoedingen zijn onderworpen aan de "dertig dagenregel"; het gaat om de vergoedingen voor werkelijke onderzoekskosten, de aanvullende vergoeding [artikels XII.XI.23 en 24 RPPol], de mandaattoelage en de toelage voor de uitoefening van een hoger ambt, de functievergoedingen en vergoedingen voor opleider en "SHAPE".

Deze vergoedingen worden van de loonbehandeling **geschrap**t vanaf het ogenblik dat het personeelslid **één maand ononderbroken afwezig blijft vanaf de eerste dag van die maand**. Het gaat dan niet alleen over ziekteverlof: ook andere afwezigheden die het recht op deze vergoedingen niet openen, verhinderen de uitbetaling ervan.

De vergoedingen worden opnieuw toegekend **vanaf de eerste dag van de volgende maand** indien het personeelslid zijn werkzaamheden gedurende **ten minste tien dagen** hernam.

Bepaalde vergoedingen vallen **niet** onder de 'dertig dagenregel', zoals die voor de 'Regio Brussel-Hoofdstad', tweetaligheid, selectie, telefoon - met uitzondering voor een vorming -, uniform, de aanvullende vergoeding voor de gerechtelijke zuil en de vergoeding '2D', de vergoeding voor het onderhoud van een politiehond, ...

De vergoeding voor de 'werkelijke onderzoekskosten' en de 'SHAPE' worden **zelfs** bij afwezigheid omwille van een werkongeval geschrap

Hoewel we bezwaarlijk iets kunnen inbrengen tegen het **principe** dat wie afwezig is geen recht hoeft te hebben op vergoedingen die net door een **werkzame aanwezigheid** verantwoord worden, zijn er bepaalde volstrekt wettelijke mogelijkheden om het verlies van de vergoedingen voor een bepaalde tijdspanne te beperken.

Zijn deze mogelijkheden, hoewel wettelijk, eerder oneerlijk en getuigen ze van weinig loyaliteit ten overstaan van de werkgever? Laten we het dan eens over de loyaliteit van de werkgever ten overstaan van zijn politiepersoneel hebben! Op alle mogelijke en onmogelijke slinkse wijzen, al dan niet wettelijk, en vanaf de eerste dag van de integratie van alle algemene politiediensten, heeft de werkgever gepoogd de rechten van het politiepersoneel drastisch in te perken... De dubbele welvaartsprong die aan onze vergoedingen voorbij ging, de nacht die, ten minste voor de berekening van nachturen, eensklaps later intrad, de dag die voor de uren 'bereikbaar - terugroepbaar' plots twee uur minder telde - met terugwerkende kracht overigens -, de

onwettelijke wijze waarop - al dan niet onrechtmatig ontvangen - bedragen als bij toverslag van de bankrekening verdwenen, de éézijdige en onwettelijke afschaffing van één tot twee jaar kaderanciënniteit voor de leden van de voormalige GPP - een maatregel waarover de Raad van State zich behoorlijk druk maakte -, de lijst is schier eindeloos... Blijkbaar dient de loyaliteit, het zich houden aan de 'normen en waarden' van de politie en de eerlijkheid steeds van één en dezelfde kant te komen...

Als een ziekteverlof dan ook voorzienbaar is, zoals een heekkundig ingrijpen, ..., draag er dan zorg voor dat U niet op de eerste dag van de nieuwe maand onder het mes gaat, maar werk eerst enkele dagen. Het geeft U voor de inhouding van bepaalde vergoedingen respijt tot de volgende maand. Zorg er ook voor dat U na dit ziekteverlof onmiddellijk tien dagen na elkaar werkt; ook dat beperkt het verlies.

Zo ook is er geen enkele wet die U belet om, indien de arts dat toestaat, één of twee dagen per maand te werken; herinnert U dat U, om de vergoedingen kwijt te spelen, een **volledige** maand afwezig moet blijven.

Een ander recht dat tegenwoordig niet zelden aangetast wordt betreft de vraag van een personeelslid om, vijf jaar vóór zijn mogelijke opruststellingdatum, geen nachtprestaties meer te moeten leveren. Het is zijn recht hierop een gunstig antwoord te ontvangen maar dit heeft dikwijls tot - toegegeven, *wettelijk* - gevolg dat het aanvragende personeelslid door het algemene diensthoofd voor een bepaalde keuze wordt gesteld, waaronder steeds vaker een herplaatsing die het verlies van vergoedingen en andere toelagen met zich brengt. De redenering zou kunnen zijn

dat het personeelslid niet zelden langer dan dertig jaar beschikbaar en buigzaam was voor het stelsel van wachtdiensten en daarom tijdens de enkele jaren voor zijn opruststelling welverdiend in zijn bed mag blijven liggen, maar zo werkt het klaarblijkelijk niet...

We zijn, met andere woorden, nog lichtjaren verwijderd van het managementmodel 'EFQM' dat de **totale kwaliteit** predikt, en waaraan de overheid - omdat het toevallig in haar kraam past - zo graag lippendienst bewijst wanneer het gaat over de motivatie van het personeel met het oog op het verbeteren van de kwaliteit van de dienstverlening ... De vraag kan gesteld worden of het niet om morele druk gaat vanwege diezelfde overheid omdat ze het beheer van het personeel niet of nauwelijks aankan, zoals op het gebied van de vergrijzing van bepaalde personeelsgroepen en van aanwerving en plaatsaanvragen. We zijn ver verwijderd van de blijven van erkentelijkheid die de overheid tegenover verdienste zou moeten plaatsen, een recht dat in de beruchte 'beroepsethische code' die elk individueel personeelslid ter beschikking werd gesteld, staat ingeschreven. En heeft diezelfde overheid die beroepsethische code niet met hand en tand verdedigd vooraleer ze op plechtstatige wijze werd ingevoerd? De principes die leiden naar ontvankelijkheid en motivatie blijven, hoewel hernomen in die beroepsethische code, dode letter, zoals zoveel mooie principes die verspreid worden door deze geïntegreerde politie ... die er zich vervolgens over verwondert dat, met elke nieuwe aanslag op verworven rechten, het vertrouwen van de medewerkers steeds dieper onder het vriespunt zakt.

Jean-Paul Delval,
provinciaal afgevaardigde van Namur

Beslissing van het Grondwettelijk hof :

Bepaalde overgangmaatregelen in verband met de taalregeling worden verbroken.

Op vordering van de politieke partij N-VA nam het Grondwettelijk hof onlangs een beslissing die blijkbaar onopgemerkt bleef bij vele personeelsleden [zie info-nieuws 30-11-2007].

Door die beslissing dient elk operationeel, administratief of logistiek lid van het personeel dat vanaf 01-01-2008 in dienst treedt in één van de negentien gemeenten van de regio Brussel – Hoofdstad, **verplicht** tweetalig te zijn. Dit houdt het bezit van een brevet 'SELOR' voor het eerste niveau in...

Dat voorspelt weinig goeds voor de open-gestelde betrekkingen aangezien die onder de mobiliteit 3/2007 vallen, mobiliteit die in januari 2008 een einde neemt.

De enige snelle oplossing om de leemten te vullen zal het onthechten van federale politieambtenaren zijn, politieambtenaren die niet zelden weinig gemotiveerd zijn omwille van de situatie waarin ze zich bevinden en die bovendien het veld niet kennen. Deze stap zou dus nadelig kunnen zijn voor de kwaliteit van het geleverde werk, een situatie die Brussel nog niet zo gek lang geleden eveneens beleefde.

Zullen tweetaligen de wijkwerking waarnemen? Daarvoor dienen politieambtenaren een vorming van vier maanden te volgen en moeten ze nu dus tweetalig

zijn; ze dienen immers benoemd te worden. Bovendien worden ze geacht die baan een hele tijd uit te voeren. Ook dit lijkt ons niet van aard de motivatie van de jonge politieambtenaren te versterken...

Politieambtenaren die niet officieel tweetalig zijn, blijven op hun plaats; er wordt een oplossing voor hen gezocht. In de loop van vorige week vernamen we dat de korpschefs en de burgemeesters van de regio Brussel de Minister van binnenlandse zaken wensten te ontmoeten met het oog op een oplossing. Aangezien er nog steeds geen nieuwe regering is aangetreden en de tweetaligheid in de wet is ingeschreven, zal dit ongetwijfeld een moeilijke oefening worden. De proeven bij het SELOR zijn reeds aan het ambt aangepast; de vraag is of ook de politiescholen geen tweetaligheidproeven dienen in te richten.

Andere vragen blijven zonder antwoord, zoals wat er dient te gebeuren met de toekenning van de tweetaligheidvergoeding aan hen die met een niveau 3 of zelfs 4 in dienst kwamen, en die als inspecteur van politie bij assimilatie de vergoeding van het niveau 2 ontvangen.

De resultaten van de volgende vergaderingen dienen dus afgewacht.

Jacques Wilputte

Kan een zwanger personeelslid tijdens de diensturen prenatale medische onderzoeken ondergaan ?

De reglementering welke in voege is bij het Federale Openbaar ambt werd overgenomen en is toepasselijk op de politiediensten.

Het zwangere personeelslid kan tijdens de diensturen prenatale medische onderzoeken ondergaan. Hiervoor moeten de volgende voorwaarden voldaan zijn:

- 1° het diensthoofd of de directeur (federale politie) of de korpschef (lokale politie) moet op de hoogte gesteld zijn van de zwangerschap;
- 2° de prenatale medische onderzoeken kunnen niet plaatsvinden buiten de diensturen. Bijvoorbeeld, omdat de echografieën enkel 's morgens kunnen uitgevoerd worden;
- 3° de aanvraag van het personeelslid moet met een doktersattest worden gestaafd. Dit attest heeft enkel tot doel om aan te tonen dat de onderzoeken niet buiten de diensturen konden worden uitgevoerd.

De tijd besteed aan die prenatale medische onderzoeken wordt aangerekend als dienstprestaties, met een maximum duur van 3.48 of 7.36 uur, naar gelang van het geval dat betrokkene met dienst was bevolen voor een halve dag of een volledige dag. Zodra de onderzoeken beëindigd zijn, moet het personeelslid zich onverwijld naar zijn dienst te begeven.

Wat is de juridische kwalificatie van de functioneringsnota ?

De wettelijke basis van de functioneringsnota is terug te vinden in artikel 140 WGP (STS/ST2). De functioneringsnota kan geenszins worden beschouwd als een ordemaatregel, maar wel als een maatregel van inwendige orde. Het betreft immers slechts een administratieve maatregel, zonder gevolgen op administratief, statutair of pecuniair vlak.

De functioneringsnota is de weergave van een punctuele maatregel genomen voor de evaluatie van de functionering van het betrokken personeelslid.

Het verhoor van een getuige kan niet buiten uw aanwezigheid plaatsvinden, op straffe van een procedurefout.

[Raad van State, arrest nr. 41.995 van 17 februari 1993, geciteerd door J. Sarot, "beknopt overzicht van het openbaar ambt"; Bruylant, 1994, blz. 440 – vrije vertaling]

"Overwegende [...] dat de eiser staande houdt dat het verhoor van getuigen door de onderzoekscommissie buiten zijn aanwezigheid en die van zijn raadsman, de rechten van de verdediging schendt".

"[...]":

"Overwegende dat de mogelijkheid getuigen te horen meebrengt dat de agent de getuigen de vragen kan stellen die hij tot de verdediging van zijn belangen nuttig acht; dat het niet volstaat dat de aan de getuigen te stellen vragen schriftelijk door de agent zouden vastgelegd zijn en dat ze buiten zijn aanwezigheid en die van zijn raadsman zouden voorgelegd worden; dat het verhoor van getuigen op die wijze veronderstelt dat de agent en zijn raadsman aanwezig zouden zijn, zelfs wanneer het onderzoek niet handelt over het persoonlijke gedrag van de vervolgte agent maar over de gebruiken binnen een dienst, zelfs wanneer het onderzoek in de eerste plaats de bedoeling had de vorderingkamer voor te lichten; dat dit onderzoek inderdaad een van de elementen is die de vorderingkamer toelaat een advies uit te brengen aan de bevoegde overheid om een tuchtstraf uit te spreken"



[vrije vertaling]

Ter aandacht van de heer Renaers

Onderwerp: feestdag

Uw verwijzing: uw schrijven d.d. 04-11-2007

Onze verwijzing: DGS-DSJ-2007/50037/A

Verwijzing pc: G:\Dps\Sebille-m\OTT\j férié 041107.doc

Dossierbeheerder : CSL Jur Magali SEBILLE 02/554.42.57

Geachte Heer Renaers,

U gelieve onderstaand de antwoorddelen op uw schrijven van 4 november 2007 te vinden.

Zoals de voortdurende nota DGS/DSP-19084 van 26 april 2007 met de titel: "Richtlijn houdende de organisatie van de werktijd voor het voltijds tewerkgestelde statutaire personeel" in zijn punt 2.2.2.1 stelt wordt, wanneer een wettelijke feestdag binnen de werkweek valt, het personeelslid als verlofhebbend beschouwd en ontvangt het voor die dag een als dusdanig aangenomen werkverrichting van 7.36 uur. Indien het personeelslid die bedoelde feestdag echter arbeid verricht ontvangt hij de werkelijk verrichte uren en wordt een aanvullende verlofdag op zijn verlofkaart toegevoegd. Deze aanvullende verlofdag kan genomen worden onder dezelfde omstandigheden als de dagen van het vakantieverlof en wordt op dezelfde wijze in aanmerking genomen, met name voor een duur van 7.36 uur.

Gelet op de door U overgemaakte inlichtingen moet gesteld worden dat, indien de dag waarop steun dient verleend samenvalt met een wettelijke feestdag tijdens de werkweek en de niet thuisverblijvende personeelsleden voor de dienst zijn voorzien, zij de werkelijk verrichte uren ontvangen en van een aanvullende verlofdag genieten. Indien de belanghebbenden daarentegen geen enkele dienstverrichting uitvoerden worden ze als verlofhebbend beschouwd en ontvangen ze voor die dag een als dusdanig aangenomen werkverrichting van 7.36 uur.

[beleefdheidsformule]

CP Jur Carlo MAES
DSJ/A

Een INP uit een Brusselse politiezone maakt mobiliteit naar een andere. Behoudt hij (zij) zijn (haar) verbintenispremie (verbintenis voor 5 jaar bij een deficitaire Brusselse PZ) ?

Neen.

De verbintenis voor 5 jaar is afgesloten tussen de INP en een specifieke politiezone. Indien de INP (vóór het einde van de termijn van 5 jaar) mobiliteit maakt naar een andere politiezone (van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of niet) komt betrokkene zijn verbintenis niet na en is hij/zij gehouden de ontvangen toelagen vanaf aanvang van de verbintenis terug te betalen.

Daarentegen moet de INP, die geslaagd is in de basisopleiding tot toetreding tot het middenkader via sociale promotie, en die nu een bediening voor HINP moet postuleren om benoemd te worden in de graad, de toelage niet terugbetalen.

Kan het vrouwelijk CALOG-personeel een fouillering op personen uitvoeren?

Artikel 118 WGP bepaalt dat de personeelsleden van het administratief en logistiek kader niet zijn bekleed met de hoedanigheid van agent van bestuurlijke of gerechtelijke politie wat impliceert dat zij geen enkele bevoegdheid hebben om politietaken uit te voeren. Artikel 28, § 3, van de wet op het politieambt (ORG 80) bepaalt evenwel dat de fouillering voorafgaand aan de opsluiting in een cel moet worden uitgevoerd door een persoon van hetzelfde geslacht als de gefouilleerde en biedt ter zake de mogelijkheid om in het geval er geen enkele politieambtenaar van hetzelfde geslacht aanwezig is, een "andere persoon" te vorderen om deze fouillering uit te voeren. Die "andere persoon" kan een personeelslid van het administratief en logistiek kader van de politiediensten zijn of een persoon die niet behoort tot de politiediensten.

Vraag van lid

Geachte Heer,

Graag stelde ik U een nauwkeurige vraag omtrent de betaling van mijn vergoedingen 'lokale recherche'. Ik verduidelijk onderstaand:

Ik ben lid van de lokale recherche sinds de oprichting in onze zone en ontvang de beide vergoedingen die aan die functie zijn gebonden.

Op huidig ogenblik ben ik in ziekenverlof en wens te weten of ik deze vergoedingen nog zal ontvangen voor de maand november. Ik weet dat bepaalde collegae deze vergoedingen werden onthouden omdat ze langer dan dertig dagen afwezig bleven. Is dat werkelijk een regel?

Mijn werkzaamheden voor deze periode vindt U hieronder:

van zaterdag 27/10 tot zondag 28/10: nachtdienst

Donderdag 01/11: wettelijke feestdag

Vrijdag 02/11: wettelijke feestdag

Zaterdag 03/11: rij weekeinde

Zondag 04/11: vrij weekeinde

Van maandag 05/11 tot 30/11: ziekteverlof

Indien zou blijken dat ik inderdaad meer dan dertig dagen afwezig zou zijn geweest vraag ik me af of het vrije weekeinde deze periode niet onderbreekt ?

Met vriendelijke groeten, en bij voorbaat mijn dank voor uw antwoord.

GJJ, Lid SYPOL.BE n° x**Onderwerp:** herinnering

Herinnering door lid

Geachte Heer,

Op 08/11/2007 stuurde ik een elektronisch bericht naar uw emailadres met het oog op het bekomen van een antwoord op een praktisch probleem dat te maken heeft met mijn functie en de vergoedingen die ermee gepaard gaan.

Op 20/11/2007 is mijn vraag nog niet beantwoord...

Ik ben sinds enkele maanden lid van uw vakbond. Dit is de tweede maal dat ik U een vraag om inlichtingen toezend en tevens de tweede maal dat ik mijn vraag moet herhalen omdat het antwoord langer dan tien dagen uitblijft.

Ik ben zeer teleurgesteld over dit gebrek aan reactievermogen en stel me de vraag hoe U zal reageren wanneer er een ernstig probleem opduikt!

Toen ik mijn vorige vakbond verliet en me bij uw organisatie aansloot dacht ik werkelijk de vakbond die het dichtst bij de politieambtenaars stond, gevonden te hebben. Ik zie me echter verplicht een toontje lager te zingen en mijn standpunt voor de toekomst te herzien.

[beleefdheidsformule]

GJJGeachte Heer,

Antwoord van SYPOL.BE

op 20.11.2007

39

SYPOL.BE heeft uw vraag die onze aandacht weerhield, goed ontvangen.

De 'dertig dagenregel' is duidelijk hernomen in het statuut van het personeel van de politiediensten [RPPo], beter gekend als 'Mammoet'.

Deze regel stelt dat het recht op bepaalde elementen van de loonstaat wordt geschorst wanneer het personeelslid dat ervan geniet vanaf de eerste dag van de maand ten minste dertig dagen onafgebroken afwezig blijft. Deze elementen worden opnieuw toegekend vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum dat de betrokkene daadwerkelijk zijn werkzaamheden hervatte voor ten minste tien dagen. De bepaling van de elementen 'afwezigheidsdag' [voornamelijk rust- en verlofdagen] en de 'herneming van de dienst' gedurende ten minste tien dagen staan in, respectievelijk, de artikelen XI.1.3.4° en 5° van de RPPo beschreven. Tenslotte dient gesteld dat de 'dertig dagenregel' toegepast wordt op basis van de kalender.

Sta me voor het overige toe U er aan te herinneren dat SYPOL.BE wel degelijk wordt geleid door veldwerkers die, zoals U terecht opmerkt, dicht bij de politieambtenaar staan en op die wijze de verschillende moeilijkheden die onze leden ondervinden, kennen en herkennen. Ze werken, afgezien van hun vrijwilligerschap binnen de vakbond, ook nog dagdagelijks en zonder uitzondering als voltijds politieambtenaar, en zijn in die functie aan uren, noodzakelijke werkzaamheden, verplichtingen allerhande, ..., gebonden. Dit houdt in dat op vragen waarin slechts na opzoekwerk inzicht kan bekomen worden, niet steeds onmiddellijk kan geantwoord worden. Dit gezegd zijnde moge het duidelijk zijn dat, in geval van ernstige feiten die geen uitstel dulden, onze juridische dienst onmiddellijk aan het werk gaat.

[beleefdheidsformule]

Bernard Jeusette
adjunct algemeen secretaris

U ontving een restaurantrekening van 3.390 ballen ? Wanneer die ballen euro's worden spreken we van een gepeperde rekening . Of U moest minister zijn en uw rekening aan de belastingbetaler doorschuiven...

Inkomsten van de ministers

**(euro's/jaar) - Brutoloon 178.921 / vakantiegeld 2.519 / eindejaarpremie 4.786
vertoningvergoeding 3.312 / woonvergoeding 12.802**

Inkomsten van de parlementairen

**(euro's/jaar) / brutoloon 69.219 / vakantiegeld 5.307 / eindejaarpremie 2.020
onkostenvergoeding 19.381**

In België ontvangt een minister een brutoloon van 178.921 euro's (7.217.655 BEF) per jaar. Daaraan dient het volgende toegevoegd: 2.519 euro's vakantiegeld, 4.786 euro's eindejaarpremie, een jaarlijkse vergoeding van 3.312 euro's voor voorstellingkosten, een jaarlijkse vergoeding van 12.802 euro's voor woonkosten. Totaal: 202.340 euro's (8.162.375 BEF) voor een 'gewone' minister. De Eerste minister en de Vice eerste minister[s] vangen nog meer.

Bij wijze van vergelijking mag gesteld dat het gemiddelde inkomen, van de bevolking om en nabij de 11.000 euro's (440.000 BEF) draait. In Sint-Joost-Ten-Noode, de armste gemeente van het land, overschrijdt het loon zelden de 5 000 euro's.

Ministers beschikken eveneens over een voertuig met bestuurder en, kleiner maar niet minder sappig, een kaart 'Visa'. Men kent het gebruik ervan door de Vlaamse ministers in 2002... Steve Stevaert, de man die zijn imago van 'man van het volk' zo zorgvuldig onderhoudt, gebruikte zijn kaart het meest: hij haalde ze in 97 restaurants voor een totaalbedrag van 22.210 euro's (895.951 BEF) boven. De grootste rekening van Stevaert bedroeg 842 euro's (34.000 BEF) in de *Baguettes impériales* (Brussel, 1

Michelinster). Dewael deed beter: 3.390 euro's (136.752 BEF) te Stucki (Baal, Zwitserland).

6.671 euro's méér in de zak dankzij de fiscale hervorming

Een volksvertegenwoordiger of senator ontvangt bruto 69.219 euro's (2.792.287 BEF) per jaar. Per maand maakt dat 5.768 euro's (232.691 BEF). Dit bedrag mag dan al belastbaar zijn, een bijkomende onkostenvergoeding van 19.381 euro's (781.828 BEF) is dat niet...

Wanneer de winter valt, valt ook de eindejaarpremie: 2.020 euro's (81.487 BEF). En als de zomer valt, valt ook het vakantiegeld: 5.307 euro's (214.084 BEF). Daarvan kan al eens een leuke camping in de Ardennen betaald worden...

Er worden eveneens verplaatsingskosten van en naar het werk betaald: de rechthebbenden krijgen 0,25 euro per kilometer. Indien U uw werkelijke verplaatsingskosten aan de belastingen aan zou geven mag U maar 0,15 euro per kilometer rekenen... Omwille van de wet die door de parlementairen is gestemd... Indien U het openbaar vervoer gebruikt betaalt uw werkgever U misschien een gedeelte terug.

Volksvertegenwoordigers en senatoren hebben een dergelijke maatregel niet nodig; zij reizen gratis met het openbaar vervoer. U zal begrijpen dat zulks hen niet onmiddellijk aanzet tot het ontwerpen van een wet die goedkoop openbaar vervoer mogelijk maakt.

Ze hebben wél met veel enthousiasme de laatste fiscale hervorming gestemd. Die schafte de twee hoogste belastingschijven af. Winst voor de parlementairen: 1.008 euro's (40.663 BEF) per jaar. Winst voor de ministers : 6.671 euro's (269.107 BEF).

36 parlementaire ontvangers nog een aardige aanvulling : het betreffen de leden van het Bureau van de Kamer en de Senaat, zoals de voorzitter, de tweede en derde vice-voorzitter, de secretarissen, de groepshoofden, de quaestoren [belast met het toezicht, het protocol, ...]. Volgens de functie bedraagt deze vergoeding 11 tot 72% van het basisloon, zonder de nieuwe schadeloosstellingen - uiteraard belastingvrij - te tellen. Wat de heer De Croo [VLD] doet, met name de Kamer voorzitten, schuift nog een beetje meer dan wat de eerste Minister mee naar huis neemt... "Maar," zo verdedigt hij zich, "de democratie heeft geen prijs."

Oprustgesteld op 52 jaar, een volledige loopbaan na 20 jaar

Alle partijen in het Parlement aanvaarden dit stelsel, ook het Vlaams Blok dat de gelijke gewoonten van de anderen toch graag met de vinger wijst. De parlementaire storten een gedeelte van hun loon terug aan hun partij, maar niet teveel... Bij de PS en de SPa, bijvoorbeeld, bedraagt

het 10%. Bij het Vlaams Blok is het 15%, terwijl de parlementairen van Ecolo en Agalev het meest doorstorten: respectievelijk 50 en 25%.

De opruststellingwijzen van parlementairen zijn eveneens koket. In de eerste plaats kan hij zijn opruststelling op de leeftijd van 52 jaar nemen [65 jaar voor U!]. Ten tweede heeft hij een volledige loopbaan die recht geeft op geheel het pensioen na 20 jaar gemandateerd te zijn [45 jaar voor U!]. Ten derde beantwoordt het pensioen aan 75% van het parlementaire loon. Wie aan die drie voorwaarden voldoet vangt dus 4.326 euro's (174.510 BEF) per maand.

Een voormalig parlementaire die zijn mandaat niet méér dan twee jaar uitoefende vertrouwde ons toe dat hij een pensioen van 411 euro's (16.580 BEF) ontving, en uiteraard andere pensioenen. Voor nauwelijks twee jaar prestatie vangt hij dus het gemiddelde bedrag van het pensioen in België dat rond de 600 euro's [24 000 BEF] draait. Indien ze aan dezelfde voorwaarden zouden onderworpen zijn zouden de volksvertegenwoordigers en senatoren misschien eens ernstig nadenken over het *bedrag* van het pensioen, in plaats van een wet te stemmen die die pensioengerechtigde leeftijd van vrouwen met vijf jaar verlengt.

Want de politici de levensomstandigheden van de meerderheid van de bevolking opleggen, is dat uiteindelijk niet de prijs van de democratie?

Bron: Knack 17-09-2003

De vermindering van onze koopkracht



Wanneer kunnen de politieambtenaren een fatsoenlijk loon verwachten dat aan de normen van onze beroepverplichtingen beantwoordt ? Wanneer kan een uitspraak verwacht worden in de rechtszaak 'Copernicus'?

Verhevendheid en ondergang

Terwijl SYPOL.BE een rechtszaak moet beginnen in de hoop een voordeel te bekomen dat de gekozenen des volks in 2002 voor alle openbare ambtenaren voorzagen en nadien ook voor de speciale korpsen van de staat voorbeholden - uitzondering gemaakt voor de magistra-

ten die de rechter dienden aan te spreken - , zorgen diezelfde gekozenen wel bijzonder goed voor zichzelf!

Deze dames en heren mét voorbeeldfunctie kenden zichzelf sinds 2003 een betaald verlof van 5 307 € toe, een eindejaarspremie van 2 020 €, onkostenvergoedingen tot een bedrag van 19 381 €, een jaarlijkse schadeloosstelling voor vertoningkosten van 3 312 €, ...

De premie 'Copernicus' is een verlofpremie die 92% bedraagt van uw maandelijks brutoloon. De Rechtbank van eerste aanleg te Brussel zal zich in ten vroegste 2008 uitspreken. Een vonnis van het Grondwettelijk hof is ons gunstig gezind, een ongunstig arrest van de Raad van State die door de advocaten van de Belgische staat werd overgelegd, werd door de voorzitter van de Kamer niet weerhouden.

Wat ons in deze bedroeft is de houding van de representatieve vakbonden die éigenlijk samen met ons voor alle politieambtenaren zouden moeten handelen, maar blijkbaar met handen en voeten gebonden zijn aan de voordelen die ze sinds 2004 door de gekozenen des volks toegekend kregen. Van hun kant heerst dus een objectieve, maar weinig redelijke stilte...

U moet zich dan ook eens afvragen of het echt de moeite loont een vakbond te vervoegen omwille van het enkele feit dat goedkope verzekeringen worden aangeboden. Is het behoud van uw koopkracht

U niet meer waard? Uiteindelijk is een vakbond geen verzekeringmakelaar: de sociale dienst van de geïntegreerde politiek kan die taak perfect aan.

Van de lonen en vergoedingen van de gekozenen des volks kunnen we slechts dromen, maar realistisch, én dringend, is het feit dat ons betaald verlof een zogenaamd 'dertiende maand' moet worden. Ook de eindejaarspremie mag best de hoogte in...

Ons loon is eenvoudigweg niet meer aan de in 2000 opgestelde normen aangepast, maar niemand zal het aanpassen tenzij we er met zijn allen om vragen. Tijd om uw volksvertegenwoordiger of senator aan de oren te trekken!

Verder mogen de overuren slechts op basis van 24,5% belast worden, zoals dat in de privé het geval is. Vóór de hervorming en tot in april 2001 ontvingen we 125% per gepresteerd overuur, om de belastingdrift van dit land een weinig te temperen.

De Franse president Sarkozy heeft het wél begrepen: hij voorkwam - op dit punt dan toch - een vakbondstrijd door de directe belastingen van de arbeiders te verlichten.

Ik wens U in naam van de arbeiders die we tenslotte allen zijn een geweldig 2008 en een nieuw evenwicht in onze koopkracht.

Voor SYPOL.BE
Hendrik Renaers



Procedure tot terugbetaling van correctie glazen en contactlenzen



Principes

De tussenkomst bij de aankoop van correctieglazen en contactlenzen wordt verhoogd. Deze subsidiaire tussenkomst (d.w.z. na een eventuele tussenkomst van de mutualiteit) komt neer op 75 % van de kostprijs van een glas of een contactlens, met een maximum van 150 euro per glas of contactlens.

Men heeft recht op deze tussenkomst bij hernieuwing van correctieglazen of contactlenzen mits een wijziging in dioptrie, na een termijn van 2 jaar.

Vanaf de leeftijd van 47 jaar is eveneens voorzien in een tussenkomst voor brillen met dubbele focus.

Er is geen tussenkomst meer voor wat betreft de brilmonturen.

Procedure

- De procedure die door het personeelslid moeten worden gevolgd, blijft onveranderd.
- Het personeelslid wordt door een arts van de medische dienst of door een externe erkende arts doorverwezen naar een oftalmoloog.
- Deze oftalmoloog schrijft correctieglazen of contactlenzen voor.
- Het personeelslid koopt de correctieglazen of contactlenzen bij een opticien van zijn keuze.
- Het personeelslid vraagt de eventuele tussenkomst van zijn mutualiteit.
- Het personeelslid maakt vervolgens een trimesteriele terugbetalingsaanvraag voor medische kosten (F-123 of L-123) over aan DPMS/TAR.
- Bij te voegen documenten : Hetzij de originele factuur (als er geen tussenkomst is van de mutualiteit);
Hetzij het origineel attest van de mutualiteit + kopie van de factuur (als er een tussenkomst is van de mutualiteit);

Kopie van het voorschrift van de oftalmoloog.

De medische dienst komt financieel tussen na verificatie van de voormelde voorwaarden.

Wat is een ordemaatregel ?

Een ordemaatregel is een maatregel die er toe strekt de goede werking van de dienst te verzekeren of te herstellen na een verstoring van die werking. De ordemaatregel vindt zijn motief enkel in de verstoring van de orde. Die verstoring kan voortvloeien uit het gedrag van een personeelslid, maar niet het schuldig bevinden van dit gedrag brengt de overheid tot het treffen van de ordemaatregel, wel het gedrag op zichzelf als een de goede orde verstorend element.

De rechten van verdediging zoals zij gelden in tuchtzaken zijn niet van toepassing. Wanneer een ordemaatregel een ernstig nadeel toebrengt en gebaseerd is op zijn persoonlijk gedrag, dan heeft het betrokken personeelslid het recht om zijn standpunt naar voren te brengen.

Het recht om zijn standpunt naar voren te brengen brengt de volgende verplichtingen met zich mee :

1. de voorafgaande mededeling van de aard en de motieven van de overwogen ordemaatregel;
2. het verlenen van inzage-recht in het dossier;
3. het verlenen van een redelijke termijn voor verweer;
4. het bieden van de mogelijkheid om zich mondeling of schriftelijk te verweren.

Een ordemaatregel moet proportioneel zijn : de te nemen ordemaatregel mag voor het betrokken personeelslid slechts het minimale ongerief veroorzaken dat voor het vrijwaren van het belang van de dienst noodzakelijk is, m.a.w. de minst bezwarende adequate maatregel dient getroffen te worden.

Wat is een maatregel van inwendige orde ?

Een maatregel van inwendige orde is een maatregel die getroffen wordt in het belang van de dienst om de openbare dienst of de goede werking ervan te verzekeren, maar dit zonder enige gevolgen voor de rechts- of statutaire positie van het personeelslid.

De maatregel van inwendige orde vindt zijn motief in de goede materiële organisatie en werking van de dienst.

De rechten van verdediging zoals zij gelden in tuchtzaken en het recht om zijn standpunt naar voren te brengen zijn niet van toepassing bij het treffen van een maatregel van inwendige orde.

Brussel, 03/12/2007

Rechtszaak 'Copernicus' Koninklijk besluit van 10/07/2002 : voortgangstaat

Vele collegae bevragen onze vakbeweging omtrent de rechtspleging die SYPOL.BE tegen het Ministerie van binnenlandse zaken inspande teneinde de toepassing van de betaling van het vakantiegeld volgens de norm 'Copernicus' te bekomen.

Daarom vatten we onderstaande de reeds gezette stappen even samen.

Door de persoonlijke tussenkomst van nagenoeg 2000 leden werd de rechtspleging in oktober 2006 gestart.

Aangezien de tegenpartij niet opdaagde bij de inleidende zitting en het vervolgens vertikte haar besluiten neer te leggen bleef er ons geen andere mogelijkheid over dan de artikels 747 en 2 van het gerechtelijke wetboek in te roepen, een welbepaalde handeling die mogelijk is wanneer één van de partijen verstek laat gaan.

De Nederlandstalige kamer van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel aanvaardde ons verzoek en velde in juni 2007 een vonnis dat met rechtsdwang verplichtte tot een kalender met verschillende vervaldagen waarop de neerlegging van de besluiten diende te geschieden.

Op die wijze legde de Belgische staat haar eerste besluiten op 06-09-2007 neer, terwijl SYPOL.BE een uitstel tot 06-12-2007 werd verstrekt om nieuwe besluiten neer te leggen.

Eventuele aanvullende besluiten van de Belgische staat dienen op ten laatste 15-02-2008 overgemaakt, waarna SYPOL.BE tijd heeft tot 10-04-2008 om daarop te antwoorden.

De zitting voor de Rechtbank werd voor 17-06-2008 vastgelegd.

Bernard JEUSETTE
adjunct algemeen secretaris SYPOL.BE

Solidariteit is wat wij vandaag beleefd hebben op com B – Zone Zuid (5341) ...

Om 10.00 uur Dinsdag 11 december 2007, is wijk 12 Albert naar buiten gekomen onder leiding van CP Destroyer om eer te betonen aan Kitty onze gevallen collega ...

De solidariteit wou dat we ER alleen stonden

Solidariteit is ...

Zeggen dat we als inspecteur niet meer met agenten wensen te werken , want wij agenten zijn een gevaar voor Hun veiligheid...

Solidariteit is ...

Enkel en alleen aan de veiligheid van de INP's denken en in een dienstnota zeggen dat de agent geen risico neemt tijdens de kerstpatrouilles wanneer hij boetes gaat uitschrijven, terwijl zijn collega INP de winkel binnenstapt en tevens de pil nog harder maken voor een goede samenwerking door de INP verantwoordelijk te stellen voor onze levens...

Ik heb de laatste dagen een enorme kater opgelopen van de nonsens die ik gelezen en gehoord heb ...

Hendrik , wanneer wordt ER aan de risico's die wij de ex-hulpagenten lopen eens gedacht , of zijn we als goedkope

werkkrachten ook goedkoop begraaftbaar, het systeem de Inspecteur een Kist de agent enkele "patatten" zakken ?

Ik loop al 14 jaar ongewapend op straat rond, de helft van die tijd vaak zonder een degelijke radio , na 8 werkongevallen waarvan 5 door aanranding durf ik stellen dat ik enkel één probleem heb ik jank niet genoeg...

Toch was Kitty ook een collega van mij en heb i haar eer betoond vandaag , met deze zekerheid dat zij niet zo zou reageren ...

Veiligheid een werk voor en van iedereen , behalve als hij niet de juiste graad heeft ...

Sorry, ik ben agent Hendrik en een goede , wanneer wordt ER eens aan onze problemen gedacht ?

Functionaris statuut ?

Wapen ?


Kogelwerende vesten ?

Niet alleen in de wijken , maar ook de CIPOL patrouilles draaien op toffe agenten met moed en inzet laat ze niet in de kou staan...

Och, wat is solidariteit een mooi woord , allez toch op papier ...

Mark

Een licht op zijn tenen getrapte agent.



Sypol.be vous souhaite un
Joyeux réveillons
sous le gui de l'an neuf

SYPOL.BE wenst u prettige
eindejaarsfeesten en
een geweldig nieuw jaar 2008.

